

combattre l'exclusion favoriser l'inclusion

UN ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE SUEZ



Bilan 2019

fondation
 suez

Face à la gravité de la crise sanitaire et économique, la Fondation SUEZ a créé un fonds spécifique «Covid-19» pour soutenir les réponses mises en place par ses partenaires dans l'urgence et sur le plus long terme.

Des mesures spécifiques pour nos partenaires

La Fondation a proposé à ses partenaires dont les projets sont actifs d'anticiper le versement des fonds dédiés au projet et de l'aide à distance sous forme de mécénat de compétences dans le cadre du dispositif de l'Engagement Solidaire des Collaborateurs.

Avec la Taskforce Solidarité de SUEZ, mise en place et diffusion sur la plateforme web «Vendredi CC» de missions d'engagement solidaire des collaborateurs, pour l'interne SUEZ, de collègue à collègue, ou pour les partenaires de l'écosystème solidaire des Fondations et du Groupe.

Un soutien aux associations œuvrant vers les plus fragiles

En France

SAMU SOCIAL DE PARIS : maintien du lien social avec les personnes vivant dans les rues et réponse à leurs besoins alimentaires, veille sanitaire et suivi médical et mise en place d'un accueil de jour où sont distribués kits d'hygiène, vêtements chauds...

ORDRE DE MALTE FRANCE : renforcement des ma-raudes sociales, déploiement de nouveaux ser-vices de distribution alimentaire et de produits d'hygiène et mise en place des services de se-cours qui effectuent pour le compte des autori-tés (ARS, SAMU Centre 15, etc.) des missions de transport sanitaire, de détection de cas.

IKAMBERE : cette association implantée en Seine-Saint-Denis, accueille des femmes mi-grantes en grande fragilité pour leur inser-tion par la formation. Le soutien a permis à ces femmes, très vulnérables (malades, en-ceintes...) d'être hébergées dans des condi-tions dignes.

Dans les pays en développement

ACTED EN HAÏTI : mise en place de mesures im-médiates pour prévenir la propagation du virus: diffusion des gestes barrière et poursuite des programmes réguliers d'accès à l'eau potable et de sécurité alimentaire. Des stations de la-vage des mains dans les zones de rassemble-ment ont été mises en place.

ACTION CONTRE LA FAIM AU SÉNÉGAL : appui aux districts et postes de santé en équipement et matériel de protection pour les professionnels de santé et agents de santé communautaires de la zone de Louga. Un guide pour la prévention et le contrôle des infections dans les établis-sements sanitaires et de soins et des affiches de sensibilisation ont été distribués.

De plus, à titre de mesure de solidarité, le Directeur Général de SUEZ, Bertrand CAMUS et les membres du Comité Exécutif de SUEZ ont décidé de faire don à la Fondation, de 25% de leur salaire pendant la période de confinement.

Ce don a été alloué à l'Institut Pasteur et à l'Unicef pour financer des actions de recherche et de soutien des soignants durant la crise.



le message des présidents



Jean-Louis Chaussade
Président du Conseil
d'Administration du Groupe SUEZ,
Président-Fondateur de la Fondation SUEZ

Bertrand Camus
Directeur Général du Groupe SUEZ
Président de la Fondation SUEZ

Agir ensemble au service du mieux «vivre ensemble»

Ce 12 mai, je quitte la Fondation et sa Présidence. Depuis sa création en 2011, la Fondation d'entreprise SUEZ qui a pris le relais du Fonds SUEZ initiatives, a soutenu des projets qui ont amélioré les conditions de vie de près de 6 millions de personnes, dans les pays en développement et en France.

Je voudrais ici saluer le travail et l'engagement de nos partenaires, ONG et associations, celui des collaborateurs de SUEZ, qui s'engagent au sein de la «Communauté de la Fondation», apportent leur expérience pour les projets d'accès aux services essentiels à l'international ainsi que pour les projets d'insertion et de cohésion sociale en France.

Crise sanitaire mondiale, dérèglement climatique, urbanisation parfois anarchique, démographie, les défis qui nous attendent se sont accrus. Nous avons été très attachés, au sein du Conseil d'Administration, à apporter notre soutien dans une démarche de co-responsabilité pour l'aboutissement de chaque projet avec toutes les parties prenantes: porteurs de projets, populations et représentants des autorités locales, co-bailleurs, experts du groupe en mécénat de compétences. Nous nous sommes attachés à ce «faire ensemble» qui est à nos yeux la clé du mieux «vivre ensemble».

La Fondation SUEZ, portée par son Conseil d'Administration, par sa Déléguée générale, son équipe, les collaborateurs du Groupe qui s'y engagent, poursuivra, avec conviction, son engagement pour l'inclusion des plus fragiles. Avec Bertrand Camus comme nouveau Président, elle poursuivra, j'en suis sûr dans le même esprit, ses tâches de soutien aux plus fragiles. Merci à tous pour votre soutien. ●

Notre Fondation d'entreprise a aujourd'hui atteint l'âge de la maturité: une feuille de route claire, des principes d'action qui ont fait leurs preuves, des moyens financiers et humains solides, enfin des objectifs résolument intégrés à la stratégie de notre Groupe, en cohérence avec sa volonté de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable, tels qu'ils ont été définis par l'ONU en 2015. Ces acquis sont le moteur de notre engagement au service des plus défavorisés et nous en sommes fiers.

Nous devons rester en alerte, la crise sanitaire actuelle et à venir nous le rappelle. Nous mesurons à quel point, encore plus aujourd'hui, notre devoir de solidarité doit aider à contrer la montée des fragilités et contribuer à mettre en œuvre des solutions pérennes. C'est pourquoi nos mobilisations doivent être portées vers l'ensemble de nos parties prenantes, clients, collaborateurs, fournisseurs, dirigeants, actionnaires, pour elles et avec elles. Elles accompagnent l'engagement qui anime notre Groupe. Pour faire face à l'urgence sanitaire liée au Covid, en France et dans les pays en développement, SUEZ a renforcé ses mesures d'accompagnement et dédié des ressources financières supplémentaires pour lutter contre le Covid-19.

Dans les pays en développement comme en France, dans les quartiers précaires ou difficiles des centres urbains comme dans les zones rurales, la Fondation SUEZ apporte son soutien pour renforcer la capacité des acteurs de terrain, ONG et associations, à relever ces défis avec un accompagnement dans la durée, une aide financière et/ou un apport de compétences. En 2019, nous avons privilégié les projets d'accès aux services essentiels et d'insertion qui favorisent les partages de savoir-faire et qui mettent l'éducation et l'empowerment au cœur de leur démarche. Avec l'accès aux services essentiels, nous sommes convaincus que ce sont les premiers leviers d'émancipation, notamment pour les femmes et les filles, et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. C'est aussi le premier enjeu de toute crise sanitaire, aujourd'hui, plus que jamais. ●

sommaire

Le message des présidents	03
La Fondation SUEZ et ses partenaires	04
Nos trois axes d'intervention	05
Une gouvernance collaborative et engagée	06
Le Conseil d'Administration	07
Chiffres-clés et partenaires 2011 - 2019	08
Développer l'accès aux services essentiels pour les populations défavorisées des pays en développement	10
Favoriser l'insertion par l'emploi et la formation	28
Renforcer la cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport	38
Renforcer les compétences et stimuler l'innovation	48
La communauté de la Fondation SUEZ	54





La Fondation SUEZ inscrit son action dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies selon trois axes :

Nos partenaires font la force de notre Fondation

1 Myriam BINCAILLE

Déléguée générale de la Fondation SUEZ

«Combattre l'exclusion, favoriser l'inclusion», voilà une feuille de route claire et ambitieuse pour notre Fondation, mais qui ne serait qu'une coquille vide sans nos partenaires. Qu'ils soient acteurs associatifs, ONG ou entreprises de l'Economie sociale et solidaire, ils sont la cheville ouvrière de notre action et c'est pourquoi nous sommes très attachés à nouer avec eux des relations dans la durée, fondées sur la confiance et l'engagement réciproques. C'est pourquoi aussi nous sommes très rigoureux dans le choix des structures que nous décidons de soutenir : il est essentiel que nous décelions en elles la capacité à apporter des réponses efficaces et durables aux enjeux qui nous mobilisent. Sur ces bases, nous leur fournissons l'appui financier et humain qui leur permettra de consolider ou développer leur action.

2 Véronique FAYET

Présidente du Secours Catholique - Caritas France

En tant qu'acteur engagé dans le combat contre la pauvreté et les inégalités dans le monde entier, le réseau Caritas, dont fait partie le Secours Catholique, mène aux côtés des plus pauvres des programmes de développement qui intègrent systématiquement un volet en faveur d'un meilleur accès à l'eau et l'assainissement, en cohérence avec les ODD. Sur ces thématiques, la Fondation SUEZ est pour nous un interlocuteur précieux et privilégié, car son action est directement connectée aux valeurs et aux métiers de l'entreprise SUEZ. Nous sommes donc engagés dans une logique partenariale très « professionnelle » et fructueuse, qui va bien au-delà du seul soutien financier.

3 Boris WALBAUM, Co-Président d'Article 1

Notre association, Article 1, se donne pour mission de lutter contre les inégalités sociales et les discriminations dont pâtissent les jeunes issus de milieux défavorisés. Nous leur proposons d'intégrer des programmes de mentorat, animés par des jeunes professionnels, où ils trouvent aide à l'orientation, soutien méthodologique, connaissance des filières et des métiers, ouverture sur les réseaux, opportunités à l'international... autant d'atouts qui vont leur permettre de construire leur avenir avec confiance et ambition.

Les partenaires que nous soutenons constituent un vivier d'acteurs de terrain extrêmement divers et complémentaires par leur profil, leur taille, leurs ressources ou leur périmètre d'intervention.

Myriam BINCAILLE

Le soutien d'une Fondation d'entreprise comme la Fondation SUEZ est important pour développer notre action. Cela donne tout son sens à notre engagement.

4 Alia ZAOUALI, Directrice de Promofemmes

Nous avons créé Promofemmes il y a plus de 25 ans dans le quartier Saint-Michel à Bordeaux pour aider les mères d'origine étrangère à s'intégrer. Au fil des années nous avons élargi notre champ d'actions pour mieux répondre aux besoins évolutifs des personnes (aide à la parentalité, santé, formation, emploi, ...). Cela a été possible parce que nous sommes toujours restés très à l'écoute des besoins de nos adhérentes; parce que nous sommes bien implantés sur le territoire, avec un solide réseau de partenaires opérationnels; mais aussi parce que nous avons bénéficié dans la durée de la confiance et du soutien exigeant de structures comme la Fondation SUEZ.

Myriam BINCAILLE

Les partenaires que nous soutenons constituent un vivier d'acteurs de terrain extrêmement divers et complémentaires par leur profil, leur taille, leurs ressources ou leur périmètre d'intervention. D'un côté nous accompagnons des acteurs reconnus de l'aide humanitaire, en France et à l'international, qui ont besoin de notre soutien financier et/ou de notre expertise pour mener à bien ou renforcer leurs programmes, de l'autre nous privilégions l'émergence, le développement et l'essaimage de projets beaucoup plus modestes, mais souvent très innovants. Fin 2017, nous avons signé un accord de partenariat avec le «Centre de crise et de soutien» du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui nous engage à apporter notre expertise et notre aide matérielle en cas de grave crise humanitaire. Un pas de plus vers la convergence des compétences au service de l'intérêt général!



L'accès des populations défavorisées aux services essentiels

La Fondation soutient des projets visant à renforcer l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets pour les populations défavorisées des pays en développement, dans les zones rurales ou comme dans les quartiers précaires ou péri-urbains.

LE CHIFFRE

+ DE 5,6 MILLIONS D'HABITANTS directement concernés.



L'insertion par l'emploi et la formation

La Fondation soutient des projets en France visant à favoriser l'insertion ou la réinsertion des personnes fragilisées, en agissant sur tous les fronts de l'exclusion : la formation, le logement, l'emploi, la langue, le statut...

LE CHIFFRE

+ DE 6620 PERSONNES CONCERNÉES



La cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport

La Fondation soutient des projets visant à améliorer l'intégration et le vivre-ensemble en France, en s'appuyant sur l'éducation, la culture et le sport comme leviers de cohésion sociale, ou comment passer du «eux» au «nous».

LE CHIFFRE

+ DE 21000 JEUNES et leurs familles accompagnés par l'éducation, la culture et le sport.



La gouvernance de la Fondation SUEZ est organisée sur un modèle partenarial qui privilégie la complémentarité des ressources, des compétences et des modes d'intervention au service de la co-construction réussie des projets.

Le Conseil d'Administration est présidé par son Président-Fondateur.

Il est composé de 14 membres, élus pour cinq ans : des représentants de SUEZ, des personnalités indépendantes, qualifiées dans les domaines d'intervention de la Fondation, et un représentant des salariés du Groupe.

Le Conseil d'Administration définit la stratégie, adopte le budget et fixe le contenu et le calendrier des activités de la Fondation.

Il sélectionne les projets soutenus parmi ceux présélectionnés par l'équipe de la Fondation et les évaluateurs.

Le Conseil d'Administration est épaulé par deux Comités de sélection distincts :

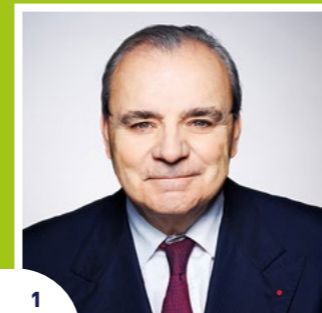
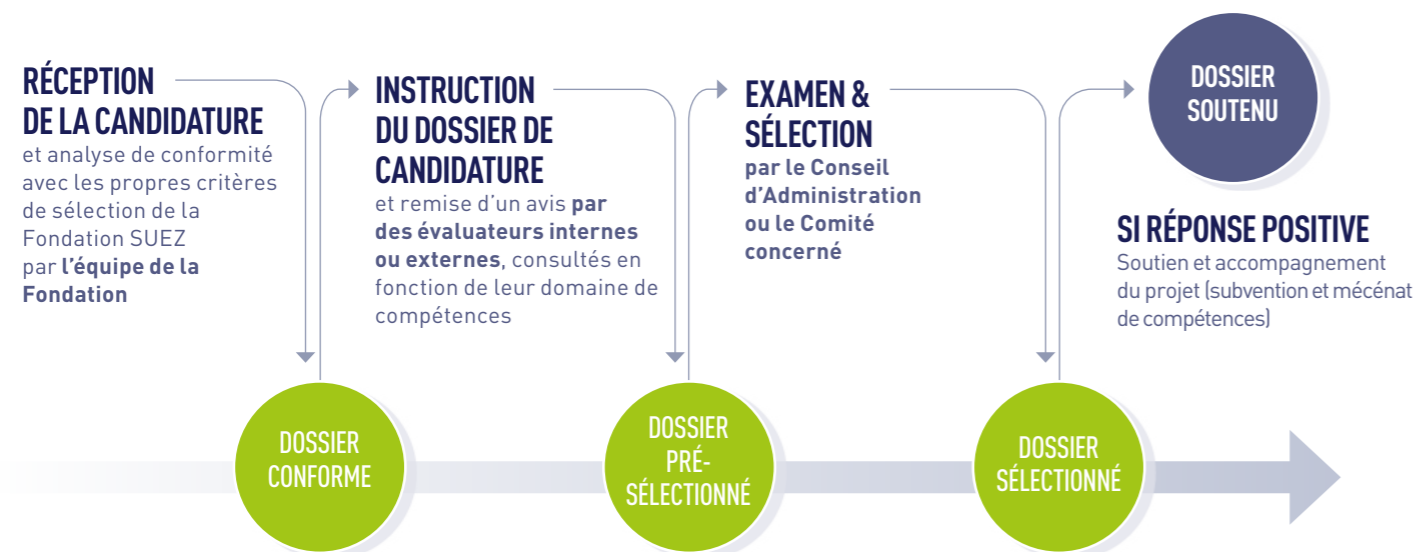
Le Comité de sélection Accès aux services essentiels et Insertion,

Le Comité de sélection Cohésion sociale,

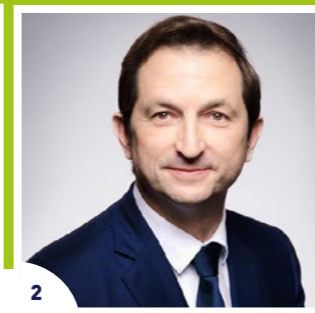
L'équipe permanente de la Fondation assure, avec l'appui de salariés volontaires, les évaluateurs et les référents, la mise en œuvre et le suivi opérationnel des orientations stratégiques et des décisions du Conseil d'Administration.

un processus de sélection basé sur différentes compétences

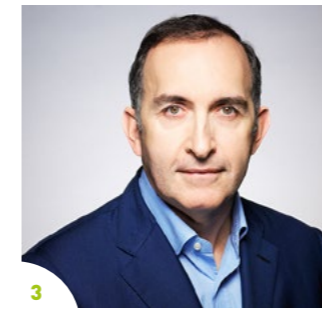
En 2019, plus de 900 projets reçus, 82 présentés, 49 sélectionnés et 43 soutenus.



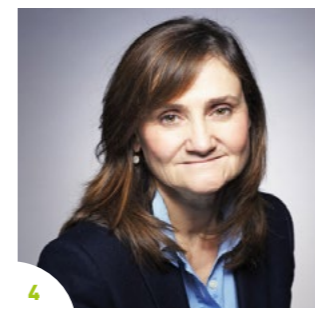
1



2



3



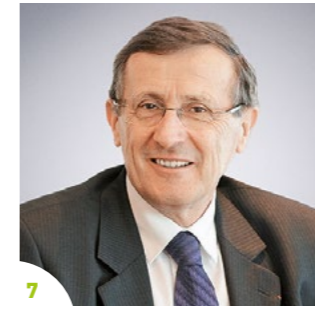
4



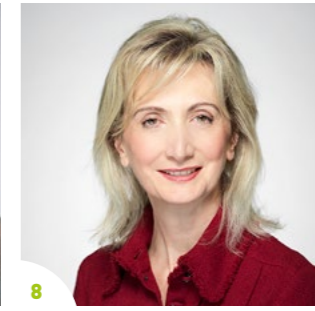
5



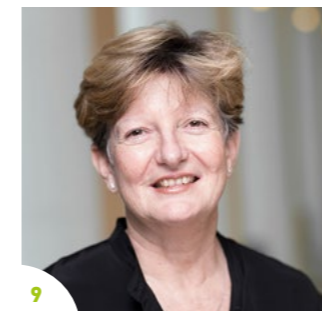
6



7



8



9



10



11



12



13



14

- 1 Jean-Louis CHAUSSADE**
Président du Conseil d'Administration de SUEZ, Président-Fondateur de la Fondation SUEZ
- 2 Bertrand CAMUS**
Directeur Général de SUEZ
Président de la Fondation SUEZ
- 3 Jean-Marc BOURSIER**
DGA Groupe - Région France et Opérations
- 4 Isabelle CALVEZ**
Directrice des Ressources Humaines Groupe
- 5 Axelle DAVEZAC**
Directrice Générale de la Fondation de France
- 6 Ana GIROS**
DGA de SUEZ en charge des Régions Asie, Australie et Inde et Afrique, Moyen-Orient, Asie Centrale et Industrie Grands Comptes
- 7 Bernard GUIRKINGER**
Délégué régional du Groupe SOS région Est
- 8 Tiphaine HECKETSWEILER**
Directrice de l'Engagement et des Communications Groupe
- 9 Sophie LOMBARD**
Directrice de Cabinet du Président de SUEZ
- 10 Thanh NGHIEM**
Fondatrice du Mouvement des Crapauds Fous et de l'Institut Angenius
- 11 Dominique PIN**
Ingénieur des Arts et Manufactures
- 12 Franck REINHOLD VON ESSEN**
Secrétaire du Comité Central européen, Administrateur de la Fondation SUEZ représentant les salariés
- 13 Antoine SIRE**
Directeur de l'Engagement de BNP Paribas
- 14 Marie TRELLU-KANE**
Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITÉ, Conseillère au Conseil économique, social et environnemental



CLIQUEZ POUR DÉCOUVRIR LE PROJET PARTENAIRE

- 1001 FONTAINES
- ACTA VISTA
- ACTED
- ACTION CONTRE LA FAIM**
- ACTION EMPLOI RÉFUGIÉS
- ADCV
- ADIE
- AFEMAC
- AFEP
- AFGHANISTAN LIBRE**
- AGENCE DES MICRO PROJETS
- AGIR POUR L'ÉCOLE**
- AGROPARISTECH
- AIDE ET ACTION**
- AIJC
- AMOR
- AMREF
- AQUASSISTANCE**
- AROZQAAR
- ARTICLE 1
- ASSOCIATION SEVE
- ASSOCIATION TRAJET
- ATD QUART MONDE - TERRITOIRE
- ZÉRO CHOMEUR LONGUE DURÉE**
- ATD QUART MONDE - TRAVAILLER ET APPRENDRE ENSEMBLE
- ATELIERS SANS FRONTIÈRES
- ATOUT COURS

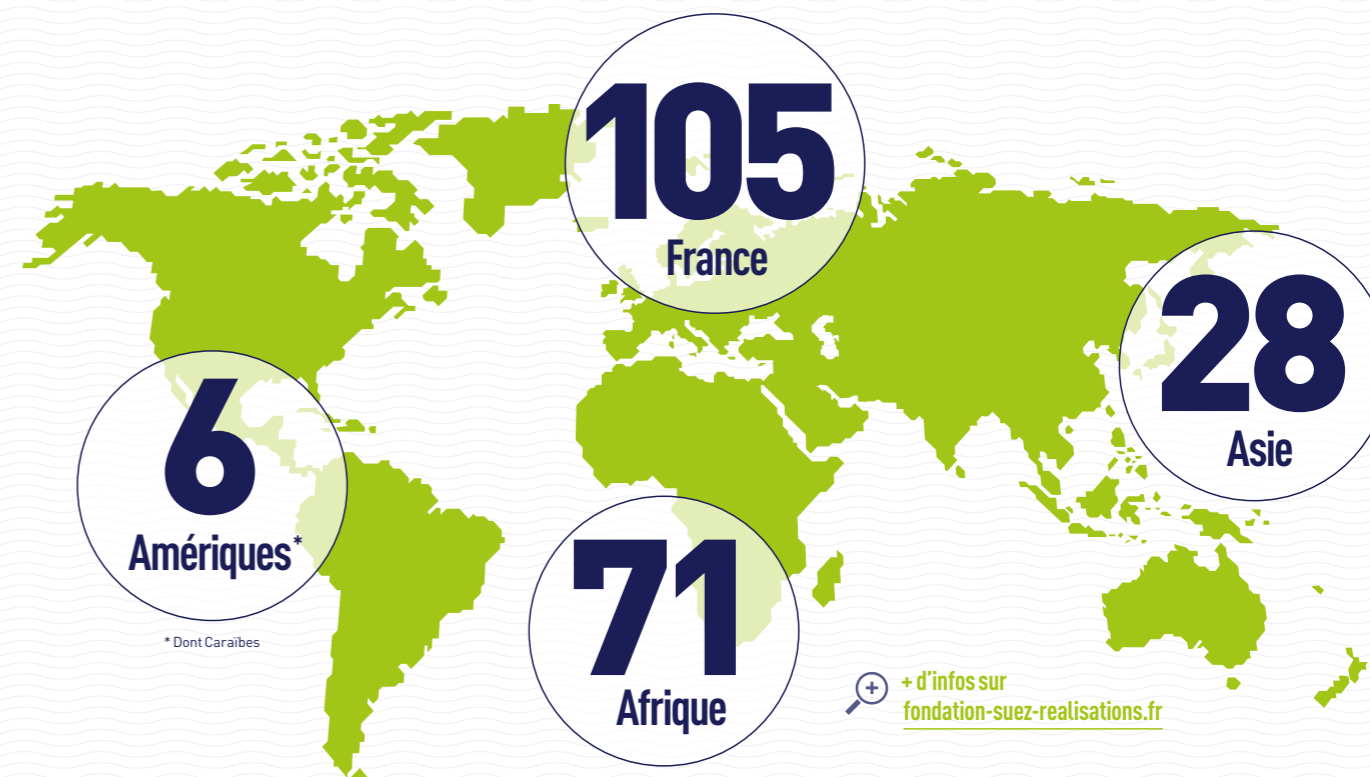
- AUX CAPTIFS LA LIBÉRATION**
- BAIL POUR TOUS**
- BERGERIE DE BERDINE**
- BANLIEUES SANS FRONTIÈRES**
- EN ACTION**
- CARE FRANCE
- CASAMANCE AMITIÉS
- CEFREPADE
- CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
- CROIX-ROUGE FRANÇAISE**
- CROIX-ROUGE INSERTION CAPDIFE**
- CULTURE PRIORITAIRE**
- DAA
- DEMOS-PHILHARMONIE DE PARIS**
- EAU VIVE**
- EAU ET VIE**
- EMMAÛS COTENTIN
- EMMAÛS DÉFI**
- ESPÉRANCE BANLIEUES**
- EXPERTS SOLIDAIRES**
- FERMES D'AVENIR**
- FIDEI
- FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL**
- FONDATION DE LA 2^e CHANCE
- FONDATION GOODPLANET
- FONDATION SIMPLON**
- FRIENDSHIP INTERNATIONAL

- GEVALOR
- GK SAVAR
- GRANDIR DIGNEMENT**
- GRET
- HABITAT ET HUMANISME RHÔNE**
- HAMAP
- HONDURAS CROISSANCE
- IKAMBÉRÉ**
- INGÉNIEURS SANS FRONTIÈRES
- INSTITUT DE FRANCE**
- INSTITUT DE L'ENGAGEMENT**
- INTER AIDE
- JUSTICE 2^e CHANCE**
- KYNAROU FRANCE**
- INSTITUT DE L'ENGAGEMENT**
- INTER AIDE
- JUSTICE 2^e CHANCE**
- KYNAROU FRANCE**
- LA CHAÎNE DE L'ESPOIR
- LA CIMADE
- LA CRAVATE SOLIDAIRE
- LA SOURCE- LA GUEROUDE**
- LAZARE
- LE BAL / LA FABRIQUE DU REGARD**
- LUKMEF
- MAISON POUR REBONDIR
- MEDAIR**
- MÉDECINS SANS FRONTIÈRES
- MORIJA**
- MUSÉE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC**
- ORCHESTRE SYMPHONIQUE

- DIVERTIMENTO
- ORDRE DE MALTE FRANCE**
- PLACE NETWORK**
- POSITIVE PLANET INTERNATIONAL**
- PREMIÈRE URGENCE INTERNATIONALE
- PROMOFEMMES**
- PUITS DU DÉSERT**
- RAINDROP
- REJOUÉ
- RÉSEAU COCAGNE
- RESTOS DU COEUR**
- ROTARY
- SAN LORENZO
- SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE**
- SOLIDARITÉS INTERNATIONAL
- SOLIDARITÉ EAU SUD**
- SOS SAHEL
- THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA-COMIQUE - MAITRISE POPULAIRE**
- TRIANGLE GÉNÉRATION HUMANITAIRE
- UNHCR**
- UNICEF
- UNIVERSITÉ DE CRANFIELD
- UNIS CITÉ**
- WATERWALLA

493 projets soutenus

dont 274 projets d'Aquassistance



8 fondations et 4 associations

au sein du Groupe SUEZ

L'engagement du Groupe SUEZ, ce sont aussi 8 fondations et 4 associations au sein des filiales du Groupe dans le monde, qui interviennent dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, pour l'équité sociale, la protection de l'environnement et le développement des ressources.

Plus de 500 collaborateurs engagés

dans la communauté de la Fondation SUEZ

La Fondation d'entreprise SUEZ accompagne des porteurs de projets – associations locales et ONG d'envergure internationale – engagés dans la lutte contre l'exclusion en France et dans les pays en développement.

Elle leur apporte un soutien financier et/ou met à leur disposition les compétences et savoir-faire des collaborateurs du Groupe qui souhaitent s'engager à travers un dispositif de mécénat de compétences.



développer l'accès aux services essentiels pour les populations défavorisées des pays en développement

Zones rurales 12



Zones urbaines 16



Genre et éducation 18



Urgences 22



LE CHIFFRE

**+ DE 50%
DE LA POPULATION
MONDIALE**

sera soumise au stress hydrique
d'ici 2025

Source: OMS

En 2019, 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité, 4,2 milliards sont privées d'assainissement et 3 milliards ne disposent d'aucune installation pour se laver les mains. Premières victimes de ces situations, les populations les plus défavorisées sont aussi celles qui sont le plus exposées aux répercussions de la croissance démographique, des modèles de croissance « aquavores », d'une plus grande fluctuation des précipitations et de la pollution.

Or l'accès à l'eau et l'assainissement est décisif pour le progrès économique, l'élimination de la pauvreté, le développement durable, et globalement pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans ce contexte la Banque Mondiale enjoint la communauté internationale à « opérer un virage fondamental dans la façon dont elle comprend, valorise et gère les ressources en eau ».

PUITS DU DESERT

L'accès à l'eau est la première pierre du développement humain

Aujourd'hui encore, trois personnes sur quatre qui n'ont pas accès à des services d'assainissement améliorés vivent dans des zones rurales.

«Avoir accès à l'eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène à domicile ne devrait pas être un privilège exclusivement réservé aux riches vivant en milieu urbain», affirme Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. Pourtant aujourd'hui encore, trois personnes sur quatre qui n'ont pas accès à des

services d'assainissement améliorés et quatre personnes sur cinq qui n'ont pas accès à des sources d'eau améliorées vivent dans des zones rurales. De plus, les pauvres sont affectés de façon disproportionnée par cette situation déficitaire et 74% d'entre eux vivent dans des zones rurales. Les défis restent immenses.



NIGER / 2016-2019

Un projet exemplaire au service de la paix et du développement



Un puits villageois dessert la population dans un rayon de 5 km

Depuis 2004, deux associations, les Puits du Désert en France et Tidène au Niger, travaillent ensemble pour favoriser l'accès à l'eau des populations pauvres de la région d'Agadez au nord du Niger. À leur actif, 273 puits construits ou réhabilités au bénéfice de plus de 60 000 personnes, et une excellente connaissance des problématiques de la région, qui forme une sorte de «no man's land» désertique enclavé au cœur d'une zone touchée de plein fouet par le terrorisme et devenue un carrefour pour les migrants ou les rebelles en fuite.

À la demande d'ex-combattants soucieux de rétablir la paix et la sécurité dans la région, les 2 associations ont démarré en 2013 un projet de maraîchage et d'agriculture comme l'explique Christel Pernet, la Présidente des Puits du Désert : « Nous avons construit 10 puits villageois dans 10 gros villages de plus de 6 000 habitants, ainsi que 40 puits maraîchers qui apportent de quoi alimenter toute la région en fruits et légumes. Grâce aux puits maraîchers, les hommes ont trouvé un travail rémunérateur

avec l'exploitation des jardins. Grâce aux puits villageois, les enfants sont dégagés de la corvée d'eau, ce qui leur permet d'aller à l'école. Grâce à la mise en place de coopératives maraîchères les femmes ont, elles aussi, bénéficié du projet. La mortalité infantile liée aux maladies hydriques a considérablement diminué, la production d'oignons et de tomates est en partie exportée à l'étranger, et la stabilité de la région est confortée ».

Conséquence de ce succès : les demandes des autorités et des populations limitrophes affluent pour dupliquer le projet dans d'autres villages !

10 puits villageois dans 10 gros villages

40 puits maraîchers



BURKINA FASO / 2019-20

Créer les bases d'un service durable d'accès à l'eau



La prévalence des maladies hydriques diminue fortement

La zone de Fada N'Gourma, dans la Région Est du Burkina-Faso, cumule l'extrême pauvreté avec des problèmes sécuritaires dramatiques qui font craindre un scénario de déstabilisation. L'accès à l'eau y est très déficitaire avec des conséquences alarmantes sur la santé des populations, comme l'a montré une étude réalisée par l'ONG Aquassistance. C'est dans ce contexte que l'Association pour le Développement des Communautés Villageoises (ADCV) a démarré début 2019 un projet visant 11 000 habitants de 5 hameaux de culture de la commune de Fada.

L'objectif est de construire 5 forages équipés de pompes à motricité humaine

L'objectif est de construire 5 forages équipés de pompes à motricité humaine, et de mettre en place un service de l'eau géré par des comités des points d'eau, impliquant et sensibilisant ainsi la population. Très implantée localement, l'ADCV, ONG burkinabé, assurera un suivi du projet, en venant vérifier tous les trimestres pendant 2 ans le fonctionnement du service et des ouvrages, qui sera ensuite assuré par les instances locales.



Ana GIROS

Directrice Générale Adjointe de SUEZ en charge des Régions Asie, Australie et Inde et Afrique, Moyen-Orient, Asie Centrale et Industrie Grands Comptes

Christel PERNET

Présidente des Puits du désert

Le déficit d'accès à l'eau et l'assainissement a un lourd impact sur la sécurité alimentaire, la santé, les choix de vie et les chances en matière d'éducation. Ceci est particulièrement vrai dans les zones rurales pauvres. Inversement l'amélioration de ces services génère un cercle vertueux au service du développement des populations. À cet égard, l'ODD6 est la clé de voûte de la réalisation de tous les ODD.

Ana GIROS

Lorsque nous avons démarré en 2002, nous n'imaginions pas l'ampleur qu'allait prendre notre action au fil des ans : aujourd'hui, nous avons à notre actif plus de 300 puits construits ou réhabilités ! Ces résultats sont le fruit d'une collaboration étroite avec les populations et les autorités locales. En me nommant « Tambara », c'est à dire représentante des femmes touaregs, le sultan de l'Aïr a voulu sceller encore davantage cette confiance mutuelle.

Christel PERNET



BANGLADESH / 2017-20

Des jardins familiaux pour renforcer la sécurité alimentaire

Soutenue par un comité basé en France, l'ONG bangladaise GK Savar agit en faveur d'un développement global et durable des communautés pauvres de la région des Sundarbans. Le programme «GK Krishi Shomobay», qui s'appuie sur l'implication des femmes, vise à améliorer l'alimentation, la santé et la résilience de 3 000 familles en les aidant à créer des jardins familiaux. Le projet prévoit la fourniture de semences adaptées au climat et à la salinité des sols, la création de parcelles de démonstration, de 24 pépinières, de mares empoissonnées et de 600 fosses pour la production de vermi-compost.

Un système d'adduction adapté aux contraintes locales

À Urisa, un village très isolé de Papouasie occidentale, en Indonésie, l'alimentation en eau potable est extrêmement difficile, tributaire des eaux de pluie stockées dans des citernes ou de l'eau acheminée par bateau à un coût très élevé depuis la source située à 9 kms. Pour remédier à cette situation, HAMAP Humanitaire et Experts-Solidaires aident les villageois à mettre en place un système de captage et de transport de l'eau depuis la source jusqu'au village avec une canalisation d'amenée placée en fond de rivière, un réservoir et des branchements privés. Des actions de sensibilisation à l'assainissement complètent ce programme d'amélioration des conditions de vie et de santé.



ÉTHIOPIE / 2018-20

Points d'eau villageois connectés à des adductions gravitaires

Depuis 2018, Inter Aide, seul opérateur en hydraulique rurale présent en permanence dans le secteur, pilote un projet pour les communautés isolées de 7 Districts. Pour répondre aux besoins de 33 000 habitants de ces zones montagneuses, l'ONG réalise 110 points d'eau grâce au captage et à la protection de sources émergentes au niveau des sommets, et à la mise en place d'adductions gravitaires pour acheminer l'eau vers des points d'eau équipés d'une borne fontaine, d'un lavoir et d'un abreuvoir. Le programme prévoit également qu'au moins 90% des ménages des 110 communautés ciblées disposent d'une latrine individuelle.

L'environnement, l'eau potable et l'assainissement pour tous !



Ce projet très complet est considéré comme pilote

L'association Solidarité Eau Sud (SES) réalise depuis 2004 des études et des projets d'accès à l'eau, l'assainissement et l'irrigation, en réponse à des sollicitations d'organismes du Sud. C'est ainsi qu'en 2015, l'association burkinabée SEEPAT (Sauvons l'environnement, l'eau potable et l'assainissement pour tous) et le Comité Villageois de Développement (CVD) de Sangouléma, un gros bourg de la commune de Bama, ont alerté SES sur la situation dramatique du bourg et de ses hameaux périphériques. Une première phase d'intervention a permis de sécuriser l'accès à l'eau et l'assainissement du bourg et de l'école, mais la situation reste très critique pour le centre de santé qui est alimenté par une eau contaminée et les hameaux qui continuent à pratiquer la défécation à l'air libre et à puiser l'eau dans des

Un ensemble d'actions de sensibilisation et de formation a été mis en œuvre pour favoriser l'appropriation durable des équipements et des services par les villageois, et pour renforcer les capacités et l'autonomie des institutions et de la société civile.

conditions de total manque d'hygiène dans des puits traditionnels dont les niveaux s'abaissent au cours de la saison sèche.

Au risque, lorsqu'ils sont taris, de devoir s'approvisionner dans des bas-fonds en bordure de la rivière ou à des puits très éloignés. Fin 2018, le projet est donc entré dans une deuxième phase avec la mise en place au centre de santé (6 000 consultations par an) d'un dispositif « Providence » de potabilisation de l'eau, la construction de 2 points d'eau modernes dans les hameaux de Bassiama et Tanmiga, soit 4 pompes à motricité humaine (PMH) délivrant une eau traitée, et l'installation de 50 latrines et 76 douches familiales pour les 765 habitants.

Parallèlement, un ensemble d'actions de sensibilisation et de formation a été mis en œuvre pour favoriser l'appropriation durable des équipements et des services par les villageois, et pour renforcer les capacités et l'autonomie des institutions et de la société civile. Ainsi, le suivi du projet est assuré par un Comité de pilotage associant le maître d'ouvrage (commune), le maître d'œuvre (SES), l'assistant au maître d'œuvre (SEEPAT) et le CVD. Les travaux de construction sont assurés par des entreprises locales, assistées par les villageois. Au niveau de chaque hameau, des hygiénistes ont été désignés et formés pour assurer la sensibilisation des habitants, l'association des Usagers de l'Eau (AUE), le Comité de Gestion de l'Etablissement Sanitaire (COGES) et l'Association des Parents d'élèves (APE) sont renforcés, et les gestionnaires de PMH sont opérationnels. Ce projet très complet est considéré par le Conseil Municipal de Bama comme projet pilote.

50 latrines

76 douches familiales



Accompagner les acteurs locaux



L'accès à l'eau potable au Cameroun n'est que de 56% en rural

Experts-Solidaires est un réseau associatif d'experts née en 2011 du constat que l'expertise était un paramètre indispensable pour le développement des pays les moins avancés pour garantir l'accès juste, équitable et durable à l'eau, l'énergie, la sécurité alimentaire et l'habitat. Or, dans l'état actuel de l'aide au développement, cette expertise n'est malheureusement souvent disponible que dans le cadre de projets ou programmes de grande ampleur. Pour pallier cela, les membres de l'association se sont engagés à mettre à disposition leurs compétences professionnelles, leur expertise, de manière bénévole au profit d'initiatives de solidarité internationale.

C'est ainsi qu'en mars 2017, mandatée et supervisée par Experts-Solidaires, une instruction préalable conduite par trois élèves d'AgroParisTech Montpellier a été conduite afin d'étudier la faisabilité d'un projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 10 villages (4 970 habitants) de la commune de

Mbankomo au sud de Yaoundé. Sur cette base, en partenariat avec deux associations locales, le projet prévoit la construction de 10 forages équipés de pompes à main et de 2 blocs de latrines écologiques pilotes dans une école, ainsi que la mise en place et la formation de 10 comités de gestion de l'eau et la sensibilisation de la population à l'hygiène et l'assainissement.

La maintenance des forages sera assurée par la commune de Mbankomo grâce à l'ouverture d'un compte de maintenance et à l'intervention d'artisans-réparateurs pouvant répondre aux pannes dans un délai maximal de 5 jours.

10 forages prévus équipés de pompes à main

2 blocs de latrines prévus écologiques pilotes

Accompagner la mise en place d'un service public durable



Les équipes en charge du tri des déchets sont opérationnelles

Dans le cadre de la réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement qui donne plus de responsabilités aux communes, **Morija appuie la commune périurbaine de Nobéré (60 000 hab.) dans la mise en œuvre d'un service public durable de l'eau, de l'assainissement et des déchets.** Le programme, à l'horizon 2020, s'articule autour de trois axes : renforcement des compétences des acteurs communaux ; sensibilisation communautaire ; construction ou réhabilitation d'infrastructures : puits, latrines familiales et scolaires, dispositifs de lavage des mains, centre de tri des déchets et décharge.



LE MOT DU
RÉFÉRENT

Le projet de Morija est un projet ambitieux car il mène de front les thématiques des services essentiels. Morija est implanté dans le village depuis longtemps, avec succès dans les projets menés avec les habitants et les responsables locaux, gage de pertinence et durabilité.

Françoise PETITPAIN-PERRIN
Responsable Knowledge Management, SUEZ IWS
Référente du projet Morija

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale vit dans les zones urbaines ; en 2025, ce chiffre dépassera 60 %.

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale vit dans les zones urbaines ; en 2025, ce chiffre dépassera 60%, soit environ 5 milliards de personnes. Or 95% de cette croissance se produit dans les pays les moins en mesure de faire face aux dépenses qu'elle génère, notamment en termes de développement des services d'eau et d'assainissement.

Au point que dans bien des villes du Sud la situation sanitaire et environnementale est extrêmement critique. Il est urgent d'aider les municipalités et les acteurs locaux à mettre en oeuvre des solutions techniques, organisationnelles et institutionnelles qui tiennent compte des conditions locales et d'un environnement non stabilisé.



Jean-Marc BOURSIER
Directeur Général Adjoint Groupe - Région France et Opérations, administrateur de la Fondation SUEZ

Jean-François RIFFAUD
Directeur Général d'Action Contre la Faim

L'urbanisation accélérée des pays en développement génère bien souvent l'irruption de quartiers informels qui échappent à la planification des services publics. Pour gagner la bataille du développement, les acteurs publics et privés de l'eau et l'assainissement sont amenés à repenser leurs modes d'action, en y intégrant, dans une démarche de co-construction et d'innovation ouverte, les solutions imaginées sur le terrain par les habitants.

Jean-Marc BOURSIER

Les conflits engendrent des afflux massifs de réfugiés et de déplacés partout dans le monde, créant une pression considérable sur les pays d'accueil. Pour nous, dans les situations d'urgence comme dans les programmes de reconstruction, la priorité est de renforcer l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement des réfugiés comme des populations hôtes et ce faisant, de réduire leur vulnérabilité en matière de nutrition, santé, sécurité et éducation.

Jean-François RIFFAUD



JORDANIE / 2017-2019

Restaurer les services et les infrastructures pour consolider la stabilité régionale

Avec la crise syrienne, plus de 660 000 réfugiés ont fui vers la Jordanie, créant une pression considérable sur des services et des infrastructures d'eau et d'assainissement déjà très fragiles.

Face à cette situation **ACF a mené en 2019 dans le Gouvernorat d'Irbid un programme intégrant l'extension, la mise à niveau et la réhabilitation du réseau d'eau dans 5 communautés (soit 13 640 bénéficiaires), la réhabilitation des installations d'eau et d'assainissement pour 400 ménages, enfin la réhabilitation/modernisation des**

installations d'eau et/ou d'assainissement dans 10 institutions publiques.

Parallèlement des comités de gestion des installations ont été créés, des formations ont été dispensées auprès des responsables des services d'eau et des actions de sensibilisation à l'hygiène et à la préservation de l'eau ont été menées auprès des bénéficiaires. Ce programme de consolidation, piloté dans le cadre d'un consortium intégrant ACTED et INTERSOS, est essentiel pour la région car il vise autant les réfugiés syriens que les populations-hôtes jordaniennes.



ACF déploie des actions de sensibilisation à la préservation de l'eau

13 640
bénéficiaires du projet d'extension, de mise à niveau et de réhabilitation du réseau d'eau dans 5 communautés



BANGLADESH / 2017-2019

Un modèle adapté aux conditions de vie des quartiers précaires



Les femmes sont très impliquées dans la lutte anti-incendie

La capitale du Bangladesh, Dacca, accueille toutes les semaines 10 000 nouvelles personnes, dont la plupart atterrissent dans des bidonvilles où tout manque, y compris la volonté publique de créer des services municipaux d'eau, d'assainissement et de collecte des déchets. Les habitants sont contraints d'acheter à des prix exorbitants une eau que les petits revendeurs pirates vont détourner des canalisations municipales, tandis que les ordures traînent à ciel ouvert et que l'assainissement est quasi inexistant. Face à cette situation, Valérie Dumans et Philippe de Roux, **les fondateurs d'Eau et Vie, ont décidé en 2008 de se mobiliser pour favoriser l'accès des 5 500 ménages du bidonville de Bhashantek aux services essentiels.**

Le défi était de taille, en particulier au niveau de la mobilisation communautaire, comme l'explique Philippe de Roux : «Cela

prend beaucoup de temps de convaincre et d'organiser les 95% de familles qui pâtissent du système face aux 5% qui en tirent profit». Car il y a d'un côté, tous ceux dont le changement ne servirait pas les intérêts immédiats, à savoir l'opérateur d'eau, les maires, les propriétaires de terrain, les revendeurs d'eau illégaux, les agents des services d'eau, les chefs de quartier... Et de l'autre, les futurs clients qu'il faut convaincre qu'il est dans leur intérêt de payer un service légal d'accès à l'eau. Dix ans plus tard, les résultats sont probants. Eau et Vie a créé deux structures complémentaires : l'entreprise sociale SJP, qui assure la construction et l'entretien des réseaux d'eau, la distribution d'eau potable courante, ainsi que la mise en place des services de gestion des déchets et d'accès à l'assainissement et la collecte des paiements via une facture unique pour

l'ensemble des services, et l'association Water and Life Bangladesh (W&L) qui développe des formations sur l'hygiène, l'environnement et la prévention incendie et vise le renforcement des comités de quartiers. Le réseau couvre aujourd'hui quasiment tout le bidonville et environ

L'accent a particulièrement été mis sur l'assainissement avec l'installation, sur la base d'un projet pilote initié en 2017, de latrines écologiques Biofil (lombricompostage) à usage familial.

1 000 ménages bénéficient de la collecte des déchets. L'accent a particulièrement été mis sur l'assainissement avec l'installation, sur la base d'un projet pilote initié en 2017, de latrines écologiques Biofil (lombricompostage) à usage familial, comprenant, moyennant paiement d'une redevance l'accès à des toilettes saines et sécurisées, dotées de point d'eau et d'électricité et adaptées aux personnes à mobilité réduite, ainsi que la prise en charge du drainage des eaux grises et de la vidange des installations. Les conditions de vie des habitants de Bhashantek ne cessent de s'améliorer grâce à l'approche intégrée et de proximité d'Eau et Vie.

1 000 ménages environ
bénéficient de la collecte des déchets

Il est aujourd'hui urgent de transformer les porteuses d'eau en porteuses de projets, il en va de l'avenir des générations futures.

Alors qu'elles consacrent une part importante de leur temps et de leur énergie à l'approvisionnement en eau au sein des ménages et qu'elles sont plus affectées que les hommes par le manque d'installations sanitaires publiques et à domicile, alors qu'elles sont les premières responsables de l'éducation des enfants, les femmes

restent les grandes oubliées des processus de prises de décision notamment sur les projets d'eau et d'assainissement. Au risque de voir ces projets échouer. Il est aujourd'hui urgent de transformer les porteuses d'eau en porteuses de projets, il en va de l'avenir des générations futures.



Tiphaine HECKETSWEILER
Directrice de l'Engagement et des Communications
Groupe, administratrice de la Fondation SUEZ

Chékéba HACHEMI
Présidente et Fondatrice d'Afghanistan Libre

Dans les pays en développement, les femmes et les filles sont les principales pourvoyeuses, utilisatrices et gestionnaires de l'eau. Elles sont responsables de l'hygiène alimentaire et sanitaire dans leurs familles. Elles sont les plus qualifiées sur ces questions et les plus pénalisées par l'insuffisance des systèmes. Il est fondamental d'intégrer leurs contraintes et leur connaissance dans la recherche de solutions pour un bénéfice personnel, familial et local ; c'est un gage de durabilité.

Tiphaine HECKETSWEILER

Je crois fermement que l'apprentissage et l'éducation, notamment des filles, sont au cœur du développement de toute société. C'est ce pourquoi je me bats depuis près de 25 ans avec mon ONG Afghanistan Libre. L'Afghanistan est encore aujourd'hui l'un des pires pays au monde pour les femmes. Mais il faut garder espoir, il y a dans ce pays des milliers de femmes et de filles qui se battent pour exister. Je ne suis que la partie visible de l'iceberg.

Chékéba HACHEMI



L'Éducation change le monde



Un projet multisectoriel qui transforme la vie des enfants

Unir ses forces pour susciter une dynamique

Convaincus que l'accès à l'eau et l'assainissement, à l'éducation et à la santé sont les trois piliers indissociables d'une amélioration durable des conditions de vie, **les Fondations Orange, Bel et SUEZ ont décidé d'unir leurs forces pour soutenir le projet multisectoriel «Village» de Tilbonindou (2000 habitants)**. Le projet intègre la réhabilitation des 3 salles de classes existantes et la construction de 3 nouvelles; la mise en place, au sein de l'école, d'une cantine scolaire, d'un jardin potager, d'un bloc de 4 latrines fonctionnelles et d'un lot de matériel d'Hygiène et d'Assainissement (HA); la création d'un centre de santé communautaire; enfin la construction de 2 forages, un proche de l'école et l'autre du centre de santé avec la mise en œuvre de points d'eau associés. Parallèlement, l'équipe mène un

plaidoyer fort auprès des autorités pour recruter des professeurs et du personnel de santé, tandis que les habitants sont appelés à se mobiliser pour garantir la réussite et la pérennité du projet.

- 3** nouvelles salles de classes + 3 salles réhabilitées
- 8** latrines fonctionnelles
1 bloc de 4 pour l'école et 1 autre pour le centre de santé
- 1** cantine et 1 jardin potager

CÔTE D'IVOIRE / 2019-2020



افغانستان آزاد
AFGHANISTAN LIBRE
Pour la dignité des femmes afghanes

AFGHANISTAN / 2019-2020

Pour la dignité des femmes et des filles afghanes



Près de la moitié des jeunes afghans ne sont pas scolarisés, dont une majorité de filles

Depuis des décennies, l'Afghanistan est le théâtre d'affrontements qui en font un des pays les plus complexes au monde. C'est notamment aujourd'hui l'un des pays au monde les plus difficiles pour être une femme. L'accès à l'éducation régresse : 3,7 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, parmi lesquels 85% de filles en zone rurale; 81% des filles de moins de quinze ans sont considérées comme analphabètes et seulement 21% des inscrits dans l'enseignement secondaire sont des filles.

C'est dans ce contexte qu'agit Afghanistan Libre, une ONG créée sous le régime Taliban en 1996, afin de faciliter l'accès des filles et des femmes à l'éducation, à la santé et à la formation professionnelle pour leur permettre d'acquiescer leur indépendance. Le projet soutenu aujourd'hui par la Fondation SUEZ vise la construction et la rénovation des infrastructures sanitaires des 7 écoles et des 4 Maisons de femmes soutenues par Afghanistan Libre dans les zones périurbaines, pauvres et difficiles d'accès

du district de Paghman et de la province du Panjshir. Le projet vise également à sensibiliser les élèves et les personnels aux principes et aux pratiques d'hygiène de base. Une formation spécifique sera proposée aux professeurs et aux éducatrices des Maisons des femmes, afin qu'à leur tour ils assurent des cours spécialisés sur ces thématiques.

Ce projet s'inscrit dans la vision de l'ONG car il permet aux femmes et aux filles de contribuer elles-mêmes à l'amélioration de leurs conditions de vie et de santé tout en véhiculant, au sein des cercles familiaux, les bons réflexes et attitudes.

81% des filles de moins de quinze ans sont considérées comme analphabètes.



BURKINA FASO
2018-19

Un micro-projet pour de grands bénéficiaires



Les nouveaux points d'eau bénéficieront à 3000 habitants

Dans le cadre de l'accord signé en 2017 avec l'Agence des Micro-Projets-La Guilde, la Fondation SUEZ soutient un micro-projet porté par l'association Kynarou France dans deux communes rurales de la Région des Hauts-Bassins du Burkina Faso. Une zone qui souffre d'un accès à l'eau et l'assainissement très limité avec des conséquences désastreuses sur la santé, la scolarisation des filles et l'autonomisation des femmes. L'association privilégie une approche inclusive fondée sur l'implication des bénéficiaires à chaque étape du projet: réalisation de 4 forages et 200 latrines, renforcement des capacités, actions de sensibilisation.



LE MOT DU RÉFÉRENT

Les équipes d'Afghanistan Libre, composées entièrement d'Afghanes et d'Afghans, tirent leur force de 25 années d'action sur le terrain. L'association met tout en œuvre pour développer l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets en appliquant dès le départ les principes du développement durable.

Emmanuelle BARON
Chef de service assainissement, SUEZ France
Référente du projet Afghanistan Libre



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO / 2019-2020

« Village et école assainis » : un programme participatif d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène



Les habitants participent à la réalisation des travaux d'adduction

La République Démocratique du Congo se remet progressivement de la longue période de dictature (1965 à 1996), qui a été suivie par deux décennies d'instabilité et de conflits, plongeant les populations dans un état de pauvreté extrême, en particulier dans le Sud-Kivu. Le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement n'est pas épargné par cette crise chronique et, pour y répondre, le gouvernement a mis sur pied le programme national « Village et école assainis ». « Caritas développement Bukavu » est un membre actif du groupe « Eau et Assainissement » qui réunit, sous la houlette de l'UNICEF, plusieurs organisations nationales et internationales pilotant ce programme dans le Sud Kivu. **Le projet porté par Caritas Développement Bukavu et soutenu par le Secours Catholique - Caritas France vise à permettre aux populations dépendant des trois centres**

de santé de Nyantende, Kaziba et Kadutu, soit environ 24 000 personnes, d'avoir accès de façon durable et autonome à l'eau potable et à l'assainissement. Il comporte un volet important de construction d'infrastructures, réalisées par des entreprises locales ou les bénéficiaires eux-mêmes : une mini-adduction d'eau sur une quinzaine de kilomètres dans chacun des 12 villages des 3 zones de santé, avec captage de la source, décanteur, brise-charge, réservoir et bornes-fontaines ; des latrines et un système de collecte des eaux des pluies dans 4 écoles et un centre de santé ; enfin des fosses à ordures, des fosses à déchets organiques et des incinérateurs dans le centre de santé.

De plus, le projet intègre un ensemble d'initiatives qui incluent la communauté et ses responsables dans le processus décisionnel

et opérationnel : appui aux instances locales de santé et d'éducation dans la mise en place d'une gouvernance locale de l'eau et l'élaboration de plans d'actions communautaires dans les 12 villages et le centre de santé, et d'un plan de maintenance

Le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement n'est pas épargné par cette crise chronique et, pour y répondre, le gouvernement a mis sur pied le programme national « Village et école assainis ».

et d'opération dans les 4 écoles : formation des comités villageois à la maintenance des ouvrages et au recouvrement des paiements ; sensibilisation des habitants aux bonnes pratiques.

L'objectif est qu'au final, les 12 communautés rurales, le centre de santé et les 4 écoles reçoivent la certification nationale : « Village, écoles et centre de santé assainis ». Enfin, dès la fin du projet, le suivi sera assuré via un processus de post-certification jalonné de visites et d'enquêtes régulières visant à consolider durablement les bonnes pratiques hydro-sanitaires.

24 000 personnes vont avoir accès de façon durable et autonome à l'eau potable et à l'assainissement



MAURITANIE / 2019-2020

Renforcer les compétences locales



La formation des services techniques est essentielle pour la pérennité des ouvrages

À Rosso, en 2015, un tiers de la population de la commune n'avait toujours pas accès à l'eau potable et la moitié des ménages était dépourvue d'un assainissement amélioré. Les écoles, centres de santé et lieux de culte étaient sous-équipés et le service de gestion des boues de vidange de la ville restait très insuffisant. D'où l'urgence d'appuyer la commune dans l'amélioration de ces services de base, en l'aidant à mieux s'approprier son rôle de maître d'ouvrage et de gestionnaire des services. **Le Gret, qui intervient en Mauritanie depuis près de 30 ans, accompagne ainsi la commune depuis 2009 pour l'eau et l'assainissement.**

L'objectif du projet soutenu par la Fondation SUEZ est de raccorder 5 localités identifiées comme prioritaires au réseau d'eau de Rosso, de construire 12 blocs sanitaires dans des lieux publics, et d'améliorer les services d'évacuation et de traitement des boues de vidange. Pour consolider ces réalisations, le programme prévoit un renforcement des compétences de tous les acteurs concernés : la commune et les services techniques, les exploitants des services, les enseignants et les agents de santé, et, plus globalement, tous les habitants.



LE MOT DU RÉFÉRENT

MARIE-CÉCILE DE CHÉZELLES
Directrice grands comptes IdF solutions avancées, SUEZ France
Référente du projet Secours Catholique - Caritas France

Ce projet mené par le Secours Catholique Caritas Sud Kivu s'appuie sur une présence locale forte et reconnue par les communautés. Les autorités sont partie prenante du projet et Caritas Bukavu, partenaire de terrain, ne se substitue pas à leurs responsabilités et les accompagne étroitement. Ce réseau permettra de toucher les populations les plus isolées. L'analyse des besoins a été bien ciblée en phase projet.



SÉNÉGAL / 2017-19

Combattre le fléau de la défécation à l'air libre



Les femmes et les enfants, premiers vecteurs de changement

Le département de Mbacké au Sénégal enregistre un taux de défécation à l'air libre proche de 50% ce qui a des effets catastrophiques sur la santé, l'éducation et l'emploi, notamment chez les femmes et les filles. **Pour pallier ces difficultés, les communes de Missirah, Sadio, Taïf et Touba-Fall ont sollicité l'appui d'Eau Vive. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre du Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) mené par l'Etat sénégalais, cible 77 villages (28 340 personnes) et 40 écoles.** Il vise, à la demande des comités villageois, à mobiliser et sensibiliser les habitants à l'hygiène et à l'assainissement, en particulier les instituteurs et les femmes, qui sont les premiers vecteurs de changement ; à plaider auprès des conseils municipaux pour faire de l'assainissement un réel enjeu ; à accompagner la réalisation de 1 150 latrines familiales améliorées et 1 150 dispositifs de lave-main ; enfin à permettre à 150 ménages parmi les plus défavorisés d'accéder à des financements adaptés pour s'équiper.

1 150 latrines familiales améliorées

Dans les situations de crise, le rétablissement de l'accès aux services essentiels constitue un enjeu vital.

Dans les situations de crise, qu'elles soient liées à des catastrophes naturelles, des conflits ou des déplacements de population, le rétablissement de l'accès aux services essentiels constitue un enjeu vital. Il est aujourd'hui acquis que la mise en œuvre de solutions dans l'urgence doit impérativement s'accompagner d'une recherche d'impact dans la durée,

d'autant que les crises tendent à se prolonger. L'approche privilégiée est celle du «contiguum» qui envisage simultanément les interventions d'urgence, de réhabilitation et de développement, quitte même à intégrer en amont des actions de prévention et de réduction des risques. La Fondation SUEZ soutient les crises oubliées, voire ignorées.

POINTS DE VUE



Bernard GUIRKINGER
Délégué régional du Groupe SOS région Est, administrateur de la Fondation SUEZ

Frédéric DE SAINT-SERNIN
Directeur général délégué d'ACTED

Les besoins d'assistance humanitaire ne cessent d'augmenter en lien avec la multiplication des conflits, des déplacements de population, des épidémies et des catastrophes naturelles dont celles liées au dérèglement climatique. Pour les victimes de ces crises, la première urgence est le rétablissement de l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets, qui sont essentiels à la vie, à la santé, aux moyens de subsistance et à la dignité des personnes.

Bernard GUIRKINGER

Chez ACTED, nous avons l'habitude de dire que nous agissons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire : cela signifie que nous intervenons dans les zones les plus difficiles d'accès, auprès des populations les plus vulnérables. Notre action s'inscrit dans la durée avec un triple objectif de réponse aux urgences, de développement de la résilience et de promotion d'une croissance inclusive et durable.

Frédéric DE SAINT-SERNIN



La majorité des réfugiés sont des femmes et des enfants



Dans les camps, eau et assainissement, première nécessité de la guerre civile

«Le Soudan du Sud est confronté à des situations humanitaires complexes avec de multiples déplacements, des épidémies, une grave insécurité alimentaire... Les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les communautés locales vivent dans des situations désespérées»: ce témoignage de Patrick Okello, expert WASH au HCR (Haut Comité aux Réfugiés) décrit bien les ravages de la guerre civile qui sévit depuis 2013, contraignant 4 millions de personnes à quitter leur domicile pour trouver refuge dans des camps dans le pays ou dans les pays voisins.

L'UNHCR est fortement mobilisée face à cette urgence humanitaire, dans un contexte sécuritaire et logistique difficile. Parmi les priorités, la mise en place dans les camps de programmes WASH comprenant la construction d'installations adéquates pour les latrines, l'alimentation en eau et les systèmes d'égout ou de drainage, la distribution de produits comme le savon, les jerrycans, etc, ainsi que la sensibilisation et le renforcement des capacités des réfugiés et de tous leurs réseaux communautaires.

SOUDAN DU SUD / 2018-2019



SYRIE / 2019-20

Répondre en urgence aux besoins essentiels



900 membres d'ACTED mobilisés face à la crise syrienne

Depuis le lancement de l'opération militaire «Source de paix» dans le nord-est syrien le 9 octobre dernier, les déplacements de population se sont accrus : plus de 180 000 personnes se sont déplacées des frontières septentrionales vers le sud et près de 17 000 réfugiés syriens ont fui dans les camps de déplacés internes au Nord de l'Irak.

ACTED, présente depuis 2003 en Irak, s'est aussitôt mobilisée pour élaborer un plan d'intervention d'urgence, en lien avec le plan de préparation du Centre de Coordination Conjoint des Crises, approuvé par le Conseil des Ministres du 9 octobre. La réponse aux besoins essentiels en Eau, Hygiène, Assainissement (EHA) dans le camp de Bardarash comporte en priorité la distribution de kits d'eau, d'hygiène, de nettoyage ménagers et la gestion en urgence des déchets solides générés dans le camp et sur les sites de transit à la frontière. Plus de 10 500 personnes, vivant dans le camp, bénéficieront de cette aide.

10 500
personnes environ, vivant dans le camp, bénéficieront de cette aide



SYRIE / 2019

Accompagner la reconstruction des infrastructures



Les infrastructures sont gravement détériorées

Les conflits en Syrie depuis le début de la guerre ont généré dans certaines zones une situation très critique en termes d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement : saturation des services dans les zones accueillant des flux de réfugiés, détérioration des infrastructures, pollution incontrôlée des eaux, raffineries sauvages, cadavres laissés à l'abandon... La moitié de la population ne dispose pas de la quantité minimale d'eau potable par jour et les maisons et les rues sont envahies par des débordements d'eaux usées. Face à cette urgence sanitaire, l'ONG Medair a lancé un vaste programme de réhabilitation des systèmes de distribution d'eau (pour 112 500 personnes) et d'assainissement (pour 12 500 personnes). Le projet prévoit également la fourniture de réservoirs d'eau pour 8000 foyers.

112 500
personnes vont bénéficier des systèmes de distribution d'eau

12 500
personnes vont bénéficier des systèmes d'assainissement



Endiguer les ravages du cyclone IDAI



Le cyclone a affecté près de 1,8 million de personnes

En mars 2019, le cyclone IDAI arrivait sur les côtes mozambicaines faisant des ravages à Beira, la seconde ville du pays, et dans toute la région centrale du pays. Bilan : au moins 645 morts, plus de 1 500 blessés, près de 1,8 million de personnes affectées. Face à la contamination des sources d'eau et l'interruption de l'alimentation en eau en milieu urbain, la Croix-Rouge s'est mobilisée pour garantir un accès à l'eau potable à 50 000 personnes,

La Croix-Rouge renforce ses activités de RRC (réduction des risques de catastrophes) pour sensibiliser la population sur les mesures à prendre en amont des cyclones.

distribuer des articles de base (savons, seaux, jerrycans...), et organiser des actions de promotion de l'hygiène. Parallèlement, pour consolider la résilience des communautés les plus exposées, la Croix-Rouge renforce ses activités de RRC (réduction des risques de catastrophes) pour sensibiliser la population sur les mesures à prendre en amont des cyclones.



L'ONG des collaborateurs actifs et retraités du Groupe



85 projets actifs dans 26 pays

Afrique	54 %
Asie et Moyen-Orient	35 %
Océan Indien	8 %
Caraïbes	3 %

Aquassistance, 25 années d'engagement au service des populations vulnérables

Le 21 novembre 2019, Aquassistance fête son 25^{ème} anniversaire, exactement un quart de siècle après que les pionniers de l'association en déposent les premiers statuts en novembre 1994.

Ils étaient alors une poignée de collaborateurs bénévoles de la Lyonnaise des Eaux mobilisés pour rétablir l'alimentation en eau potable de populations déplacées durant la guerre civile du Rwanda. Aujourd'hui, avec près de 700 membres, collaborateurs actifs ou retraités du groupe SUEZ, l'inspiration et l'enthousiasme restent les mêmes comme l'a rappelé Philippe Folliasson, délégué général d'AQUASSISTANCE : « La solidarité

et l'entraide ne sont pas de vains mots mais constituent, depuis 25 ans, les valeurs et le fil conducteur d'AQUASSISTANCE ». Une longévité qui s'appuie sur la volonté de toujours progresser pour adapter les réponses à l'évolution des contextes et des besoins, dans le respect de la mission fondatrice : « Garantir aux populations vulnérables des conditions favorables à leur développement en rétablissant les conditions d'hygiène et de santé impactées par la qualité et l'utilisation de l'eau, par un manque d'assainissement ou une absence de gestion de déchets ».

Si les projets d'hydraulique villageoise menés en conduite intégrée constituent toujours l'essentiel des interventions d'AQUASSISTANCE, le développement de l'ONG s'appuie aujourd'hui sur deux axes d'évolution complémentaires : la diversification des zones et des modes d'intervention, avec un accent mis sur l'accompagnement dans la durée et la formation des opérateurs et maîtres d'ouvrage locaux, et le renforcement des partenariats avec des ONG internationales ou locales au travers notamment de missions d'assistance technique, cela dans un contexte sécuritaire de plus en plus tendu, notamment en Afrique sub-saharienne.

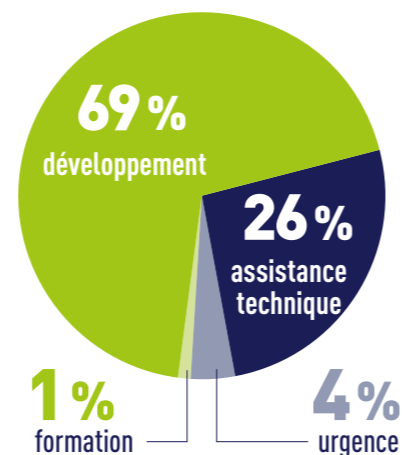


Charles CHAUMIN
Président d'Aquassistance

Ces dernières années, tout en poursuivant nos actions et projets d'aide au développement au travers de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, nous nous sommes attachés à consolider et développer nos partenariats dans les domaines de l'urgence et de la post-urgence, avec le Centre de Crise du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, les grandes ONG du domaine humanitaire, et les ONG spécialisées. Ces partenariats nous permettent d'apporter l'expertise, le savoir-faire des bénévoles d'Aquassistance, et des moyens techniques adaptés dans des missions humanitaires d'ampleur. Le volet eau et assainissement y est fondamental, c'est la première brique de reconstruction après une crise ou une catastrophe et c'est la base du développement. Pour cela, nous avons également développé nos formations, dans ce domaine, tant à nos propres bénévoles qu'à nos partenaires et à leurs équipes de terrain.



Types de projets



1 MADAGASCAR

Un projet d'hydraulique villageoise en partenariat avec Electriciens sans frontières

L'objectif de ce projet était d'alimenter en eau potable un village de pêcheurs, en installant un pompage solaire sur une source captée en bordure de mer, puis en construisant un réservoir pour alimenter un réseau de distribution gravitaire desservant l'école, le dispensaire et 7 bornes fontaines. Le projet a été piloté sur 3 ans par les bénévoles d'Aquassistance en lien étroit avec les autorités et entreprises locales, ainsi qu'ESF qui a pris en charge l'alimentation par énergie solaire du pompage.

2 BANGLADESH

Camps de réfugiés Rohingyas : mission d'assistance technique «WASH» auprès de Première Urgence Internationale

Après une première mission de diagnostic en 2018, deux bénévoles ont mené en mars 2019 une mission de faisabilité pour l'achat, l'approvisionnement et l'assemblage local d'équipements de traitement d'eau de type CDF 5000 pour les camps de réfugiés de Teknaf au sud de Cox's Bazar.

3 MOZAMBIQUE

Intervention en urgence après le cyclone IDAI en mars 2019

En partenariat avec le Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du MEAE (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et en coordination avec l'UNICEF assurant la mission de « Global WASH Cluster », les bénévoles d'Aquassistance sont intervenus aux côtés d'Action contre la Faim et d'une ONG locale, KULIMA, pour installer 2 stations de potabilisation dans un quartier urbain précaire de Beira, afin d'endiguer une épidémie de choléra.

4 FRANCE

Conception et mise en place d'un système de dessalement en urgence

Suite aux cyclones IRMA et MARIA (2017) qui avaient durement touché les Caraïbes et notamment les îles de Saint-Martin et Saint Barthélémy, Aquassistance a mis en œuvre une unité mobile de dessalement d'urgence destinée aux zones côtières sinistrées ne disposant pas d'eau douce. En partenariat avec la Business Unit Water Technologies & Solutions (WTS) du Groupe SUEZ qui a mis à disposition un osmoseur et avec Electriciens-sans-Frontières pour la conception d'une armoire électrique et son partenaire ENEDIS pour le prêt d'un générateur électrique, des tests concluants ont été menés sur la commune de Vias près d'Agde (34) et la solution est opérationnelle en 2020.



En 2019, 76 bénévoles Aquassistance sont partis en mission

5 KURDISTAN IRAKIEN

Mission de formation à la détection des fuites

Dans cette région en pleine reconstruction, ACF a sollicité Aquassistance pour une mission de renforcement des capacités de la régie des eaux, en particulier sur la gestion des pertes en eau en réseau et la détection des fuites. Cette intervention, plébiscitée par le personnel local, a fait appel au savoir-faire en exploitation des réseaux de distribution urbain des bénévoles du Groupe SUEZ, et pourrait augurer de nouveaux projets d'assistance et de renforcement de capacité des services publics d'eau dans les zones post-conflits.

6 MYANMAR (EX BIRMANIE)

Deux missions d'assistance technique

À la demande du GRET, 2 bénévoles Aquassistance ont effectué en février 2019 une mission d'expertise technique pour la faisabilité de développement d'une plateforme de compostage à Magway, avec l'étude de 3 scénarii possibles. De son côté, l'ONG Première Urgence Internationale a demandé l'assistance technique d'Aquassistance pour l'étude de faisabilité de la réhabilitation et de la mise en place en zone post-conflit de systèmes d'approvisionnement en eau et d'infrastructures d'assainissement destinées à des écoles et des centres de santé des minorités Karens dans le pays Kayin.

7 INDONÉSIE

Etude de faisabilité d'un centre de formation

Les équipes d'Aquassistance ont accompagné une ONG locale pour la mise en place d'un centre de formation sur l'île de Sumba. Cette initiative constitue une grande première dans un pays où Aquassistance n'intervenait jusque-là que dans l'urgence post-catastrophe.

8 BANGLADESH ET PHILIPPINES

Partenariat Aquassistance - Eau et Vie : une mission au long cours

Les bénévoles d'Aquassistance accompagnent Eau et Vie dans la mise en place d'un réseau d'assainissement liquide et la gestion des déchets solides dans le bidonville de Bhashantek à Dacca où une nouvelle mission d'assistance technique s'est déroulée en mars 2020. L'ONG a également mené une première mission d'expertise pour Eau et Vie à Manille, aux Philippines, sur les questions de dimensionnement des réseaux et de phyto-épuration des eaux usées.



Renforcer la gestion des déchets dans les villes des pays en développement



33
POINTS
DE VUE



Dominique PIN
Ingénieur des Arts et Manufactures,
administrateur de la Fondation SUEZ

Luc ARNAUD
Directeur du Gret

Aujourd'hui les villes du Sud ne disposent pas de systèmes adéquats de gestion des ordures ménagères, au risque d'affecter lourdement la santé humaine, l'environnement, le climat, et la croissance économique mondiale. Il est urgent de soutenir le développement de filières durables de traitement des déchets en encourageant notamment l'innovation.

Dominique PIN

Face aux nouveaux défis des déchets, nous nous efforçons de construire des réponses durables et innovantes qui prennent en compte tous les enjeux : inclusion de toutes les parties prenantes, choix des modalités techniques et financières ; durabilité des modèles ; enjeux du tri ou de la réduction à la source ainsi que de la valorisation des déchets.

Luc ARNAUD

L'explosion démographique des villes du Sud génère une croissance exponentielle de la production de déchets solides, lourde de menaces sanitaires et environnementales au regard des nouvelles caractéristiques territoriales et sociales : pauvreté, quartiers d'habitat non planifiés, étalement urbain, densité, etc. La question de la gestion des déchets est cruciale d'autant que, d'une part, les modèles techniques, économiques et environnementaux développés en Occident s'avèrent inopérants dans de tels contextes, d'autre part, les municipalités ne disposent pas des ressources et des compétences nécessaires. Il est donc urgent de mettre en œuvre des solutions qui contribuent durablement à améliorer le fonctionnement des services (taux de couverture, productivité des agents, efficacité écologique), équilibrer les financements (types de ressources, modes de recouvrement, équilibre budgétaire de la filière) et consolider l'organisation (échelle et nature des acteurs, intégration du secteur informel, parts respectives des principes de marché et de service public, ...).



MONDE / 2017-2020

Encourager l'engagement des collectivités dans les pays du Sud



Le 1% Déchets, une loi au service de la coopération internationale

Depuis le 7 juillet 2014, la loi « 1% déchets » autorise les collectivités compétentes en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers à affecter jusqu'à 1% du budget des services à des actions de coopération internationale. Ce dispositif, calqué sur la loi Oudin Santini du « 1% eau », reste très insuffisamment utilisé au regard des énormes besoins des collectivités du Sud : selon la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD), l'assiette de ce dispositif représenterait 66,7 millions d'euros, alors que seulement 4 millions sont mobilisés à ce jour, soit moins de 6%.

Ainsi, après 5 années d'existence, seules 15 collectivités ont mis en œuvre ce dispositif. D'où la nécessité impérieuse d'informer, de former, et d'accompagner les acteurs en France (collectivités et associations) et au Sud.

C'est le défi qu'a décidé de relever un consortium de 6 associations françaises dotées d'une expérience avérée des projets déchets au Sud, en mettant en œuvre le projet PAGEDS : Ciedel, Resacoop, Centraider, Gevalor, Gret, Cefrepade.

Le Gret pilote le programme depuis le 1^{er} avril 2019. Prises de contact directes avec les collectivités, les élus, et les EPCI en charge de la gestion des déchets, avec un accent particulier sur les régions Auvergne Rhône Alpes et Centre Val de Loire ; création de kits méthodologiques d'information ; participation aux manifestations et salons touchant les collectivités ; formations des OSI (Organisations de Solidarité Internationale) et des services techniques des collectivités : les actions d'information se multiplient, tandis que parallèlement des collectivités pilotes commencent à définir leur stratégie de mise en place du 1% déchets.

Enfin, un ensemble de documents de capitalisation et de fiches techniques sur la gestion des déchets dans les pays en développement est en cours de réalisation et sera prochainement diffusé en France et au Sud.

6 associations françaises actrices du même projet



MADAGASCAR

2017-20

Un modèle vertueux pour la gestion des déchets

L'ONG Positive Planet mène un programme sur 3 ans dans 3 quartiers précaires d'Antananarivo qui vise d'une part à structurer la chaîne de valeur, jusque-là très précaire et informelle, des déchets recyclables via la création de 6 micro-entreprises de valorisation des déchets solides, d'autre part à accroître les revenus des collecteurs et à les intégrer dans des systèmes de micro-assurance santé. L'objectif est d'améliorer la salubrité des quartiers ainsi que la qualité de vie de ses habitants.



SÉNÉGAL / 2018-20

Créer de la valeur ajoutée sanitaire et environnementale

Caritas Kaolack a démarré en 2011, dans les communes de Gandiaye, Kahone et Keur Madiabel, un système de ramassage des ordures par charrettes (ROC) tirées par des ânes. Aujourd'hui le programme est entré dans une phase de consolidation, dans l'objectif d'atteindre le seuil de 63% d'abonnés grâce à la sensibilisation, le recrutement de nouveaux opérateurs et l'achat de nouveaux attelages. Parallèlement, le projet prévoit la création de sites de stockage avec des plateformes de tri et recyclage.



TOGO / 2018-19

Renforcer le système de collecte et de valorisation

Dans 3 quartiers de Lomé (90 000 hab.) produisant 19 200 tonnes de déchets par an, l'association Gevalor a mis en place en 2017 un système, aujourd'hui pris en charge par le Gret, de gestion des déchets en trois temps : la pré-collecte à domicile jusqu'au site de compostage ; la valorisation des déchets assurée par l'opérateur ENPRO ; le transport des rebuts du tri jusqu'au nouveau Centre d'enfouissement technique de la commune. Le dispositif a aujourd'hui des impacts sociaux et environnementaux significatifs.



MAISON D'ARRET
DES HAUTS DE SEINE



favoriser l'insertion par l'emploi et la formation

Nouveaux modèles 30



La personne au cœur du projet 33



Acquisition de nouvelles compétences 35



LE CHIFFRE

3 860
**STRUCTURES
D'INSERTION**

par l'activité économique (IAE)
en France aujourd'hui

Ministère du Travail

L'insertion des plus fragiles renvoie à un problème majeur de notre société : l'exclusion. Elle porte sur de multiples problématiques, correspondant à autant de formes d'exclusion : l'insertion et la réinsertion professionnelles sont des dispositifs de lutte contre l'exclusion du travail et de l'emploi ; l'insertion comme processus global prend en charge toutes les formes d'exclusion qui freinent l'accès à l'emploi et à la vie en société : difficultés financières, résidentielles, familiales, culturelles, sanitaires... ; l'insertion comme dynamisation personnelle est très centrée sur la remobilisation et la resocialisation de la personne.

Un enjeu qui se situe à la croisée de l'économique et du social et suppose avant tout la reconnaissance sociale des individus, c'est le sens des projets soutenus par la Fondation SUEZ.

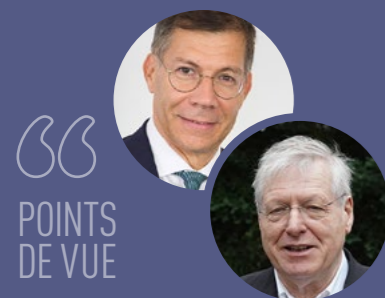
FONDATION SIMPLON

Proposer des formations
sur des secteurs en tension
pour l'employabilité en
sortie de détention

Les structures de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) sont, chacune à leur mesure, de véritables laboratoires d'innovations sociales.

Les structures de l'IAE, souvent issues du secteur associatif, ont, par leur proximité et leur connaissance approfondie des habitants et des territoires, la capacité à détecter les nouveaux besoins non satisfaits et à élaborer des solutions créatives visant à répondre aux enjeux des

politiques sociales comme du marché. À cet égard, elles sont, chacune à leur mesure, de véritables laboratoires d'innovations sociales. La Fondation SUEZ est très attachée à soutenir leurs initiatives qui ont vocation à être modélisées et dupliquées à plus large échelle.



Antoine SIRE
Directeur de l'Engagement Groupe BNP Paribas, administrateur de la Fondation SUEZ

Bernard DEVERT
Président-Fondateur de Habitat et Humanisme

Les porteurs de projets engagés dans l'innovation sociale sont des acteurs essentiels de l'insertion des plus fragiles. La Fondation joue un rôle de levier et d'accélérateur dans le développement de leurs projets, l'objectif étant d'accompagner leur passage à l'échelle, puis de passer la main au moment où ils ont atteint leur autonomie.

Antoine SIRE

Au-delà des vaines indignations, l'absence de logements pour les plus défavorisés exige des réponses concrètes et innovantes : mobilisation de moyens humains et financiers à hauteur du défi pour intégrer dans les règles du marché la prise en compte des « oubliés » de la société. Cette réconciliation de l'économique et du social trouve un axe de développement : l'Entreprise à Mission.

Bernard DEVERT



Cultiver l'emploi !

Fort de la réalisation de 3 jardins d'agromaraîchage biologique sur l'Hérault, un territoire très marqué par le chômage et la pauvreté, l'établissement CAPDIFE de l'association Croix-Rouge Insertion, s'est lancé en 2016 dans la création d'un agro-verger à Valros (34), sur une friche agricole située en bordure d'autoroute. L'établissement diversifie ainsi sa production, forme ses salariés en insertion à de nouvelles compétences et réintroduit la biodiversité sur le territoire, tout en développant la transformation et la distribution en circuits courts de produits sains et locaux.



Accompagner, et non faire à la place

L'association Arozoaar a créé en 2017 le Jardin de Cocagne Arozoaar, un chantier d'insertion basé au Thou (17) qui s'appuie sur le maraîchage biologique en équipe comme support de remobilisation et de réinsertion sociale et économique. Avec une surface cultivable de 3,5 ha, le Jardin a déjà accueilli près de 40 salariés et propose chaque semaine des légumes à plus de 140 adhérents. Le projet prévoit à l'horizon 2020, la construction d'un bâtiment, l'embauche de 4 salariés supplémentaires et le passage à 180 abonnés. Chiffre remarquable, 60% des salariés en insertion sont des femmes.



Pérenniser un Centre d'Hébergement d'Urgence

Amarrée au pied de la Gare d'Austerlitz, la « Péniche du Cœur » est un centre d'hébergement d'urgence (CHU) des Restos du Cœur qui reçoit 365 jours par an et de manière inconditionnelle jusqu'à 70 hommes majeurs et isolés en rupture d'hébergement. Accueillis « sous-contrat » à durée indéterminée ou à la nuitée, les hébergés peuvent se poser, manger, se doucher, et bénéficier d'un accompagnement social visant à les aider à sortir de la rue. Les Restos du Cœur sont engagés aujourd'hui dans de gros travaux de mise aux normes et dans l'acquisition d'une nouvelle péniche.



Des escales pour découvrir et mobiliser ses ressources



Un lieu privilégié d'accueil, d'écoute et d'accompagnement

En 2017, l'antenne lyonnaise d'Habitat et Humanisme a créé les « Escales solidaires », des lieux de convivialité. Le programme « Impulsion » s'appuie sur ces tiers-lieux, au sein desquels des bénéficiaires du RSA démobilisés, résidents d'HHR ou orientés par la Métropole de Lyon, suivent un parcours reposant sur deux axes : le « prendre soin », qui se décline autour d'activités culturelles, sportives, d'informatique ou de soin de la personne ; et le « responsa-

L'objectif est que chacun découvre en lui les ressources pour devenir acteur de sa recherche d'emploi.

biliser » avec des activités orientées sur le monde professionnel, ses attentes et ses codes. L'objectif est que chacun découvre en lui les ressources pour devenir acteur de sa recherche d'emploi. Le Mouvement Habitat et Humanisme, fondé en 1985 sur la conviction que l'accès au logement, adossé à un accompagnement personnalisé, est la pierre angulaire de l'insertion, dispose de 8 200 logements en France, notamment en habitat collectif : pensions de famille, habitats intergénérationnels, EHPAD, ...



Le compagnonnage au service de l'agro-écologie



L'agro-écologie comme vecteur d'insertion des réfugiés

Selon l'association Fermes d'Avenir, la transition agricole à venir requiert la création de près de 25 000 petites exploitations agro-écologiques et donc le recrutement et la formation d'environ 100 000 personnes. Pour relever ce défi, l'association a lancé en 2017 le programme « Compagnonnage Fermes d'Avenir », un parcours itinérant d'une année qui permet aux participants, en binômes, de se former dans différentes fermes agro-écologiques. Accompagnés par un tuteur, les participants acquièrent un ensemble de connaissances et de compétences, validées en fin de parcours. La promotion 2018-2019 a ainsi rassemblé au sein de 13 fermes formatrices 24 compagnons, dont 9 réfugiés adressés par le Groupe SOS Solidarités, qui bénéficient d'un accompagnement pour perfectionner leur maîtrise du français et des codes socio-culturels.



Serge LOPEZ
Responsable Commercial Grands Établissements, SUEZ Eau France
Référént du projet Arozoaar

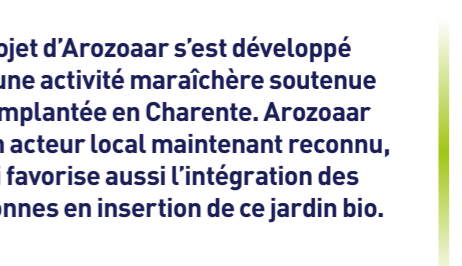


L'agriculture urbaine au service de la réinsertion



Au coeur de Paris, une locomotive d'insertion et de pédagogie

C'est à l'initiative d'habitants et d'associations du quartier de l'Ourcq, soucieux de promouvoir un nouveau modèle de mixité sociale et d'économie locale, qu'est née en 2015, dans le cadre de l'appel à projet « Réinventer Paris », La Ferme du Rail. Un projet d'ampleur qui intègre un centre d'hébergement et de réinsertion pour 15 personnes très éloignées de l'emploi, formées à l'agriculture urbaine et à la valorisation des bio-déchets ; une résidence sociale pour 5 étudiants ; une exploitation agricole avec ateliers, serre de production, champignonnière et un restaurant ouvert sur le quartier. Inaugurée fin 2019, la Ferme du Rail est aujourd'hui « la première ferme de polyculture et d'insertion » de la capitale. Un projet qui a également bénéficié du mécénat de compétences d'experts de SUEZ.



Le projet d'Arozoaar s'est développé avec une activité maraîchère soutenue bien implantée en Charente. Arozoaar est un acteur local maintenant reconnu, ce qui favorise aussi l'intégration des personnes en insertion de ce jardin bio.



LOIRE-ATLANTIQUE
2019-20

Pour lever les freins à l'emploi, d'abord travailler !

L'association TRAJET (44), qui, depuis 1983, accompagne vers la réinsertion des personnes sans emploi ni ressources, fait aujourd'hui un double constat : d'une part, les publics accueillis se composent de plus en plus de personnes cumulant les problématiques complexes (longues périodes à la rue ou en détention, troubles psychiques, statuts juridiques précaires, ...), et d'autre part, les réponses proposées ne sont pas toujours en adéquation avec cette complexité. Preuve en est, le trop grand nombre qui reste en situation d'« inemployabilité ». **L'association a donc créé le « Lieu Ressource » où 200 personnes devraient bénéficier d'un accompagnement inconditionnel, souple et adapté qui se fonde sur l'« emploi d'abord »**, l'idée étant de faire le pari que se mettre en situation de travail et s'atteler à un projet professionnel peut participer directement à réduire les freins et constituer en soi un moteur efficace d'insertion sociale durable.



INDRE ET LOIRE
2018-19

Accompagner les personnes réfugiées vers et dans l'emploi



Des candidats motivés pour leur intégration

Engagé depuis 2014 dans l'insertion des personnes réfugiées, l'Ordre de Malte France a démarré au sein de sa Délégation d'Indre-et-Loire en 2018 le projet ESP'AIR afin d'aider les personnes réfugiées signataires du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) dans leur parcours vers et dans l'emploi.

Le programme propose une approche globale et transverse des problématiques auxquelles se confrontent les arrivants : emploi, langue, formation, logement mais aussi mobilité, garde d'enfants... Il comporte l'organisation de cours de français langue étrangère (FLE) à visée professionnelle, l'instauration d'un système de parrainage visant à accompagner chaque personne dans son projet professionnel et le recensement des employeurs potentiels du territoire. Fin 2019, le programme a ainsi touché plus de 60 personnes.

60 personnes devraient bénéficier d'un accompagnement



PARIS
2018-19

Promouvoir la capacité d'innovation des réfugiés et des migrants



Des labos pour stimuler l'esprit d'entreprise des réfugiés

Dans un contexte marqué par l'afflux croissant de réfugiés et de migrants en Europe, la question migratoire rencontre des positions opposées. **La conviction de PLACE est que ces personnes ont beaucoup à apporter à la société**, à condition qu'on leur donne l'opportunité de déployer leur potentiel d'innovation.

Les réfugiés et migrants « newcomers » sont invités à devenir des acteurs économiques en créant des projets utiles.

PLACE a mis en place à Paris des laboratoires d'innovation où les réfugiés et migrants « newcomers » sont invités à devenir des acteurs économiques en créant des projets utiles à la société qui les accueille. Les labos sont animés par des « catalyistes », eux-mêmes réfugiés ou migrants, qui deviennent également porte-parole pour faire connaître la démarche et ses résultats auprès du grand public.



La personne au cœur du projet

Pour les personnes en situation de précarité, la réinsertion sociale et professionnelle est indissociable d'une démarche de remobilisation personnelle.

Pour beaucoup de personnes en situation de précarité, profondément entravées par les difficultés, la réinsertion sociale et professionnelle est indissociable d'une démarche de remobilisation personnelle, de reconstruction de soi et de l'estime de soi. Ce qui implique de considérer les individus non pas comme des simples bénéficiaires de dispositifs d'aide, mais

comme de véritables acteurs de leur progression. C'est la clé de la réussite des parcours d'insertion et c'est la conviction qui inspire les programmes soutenus par la Fondation SUEZ au profit des chômeurs longue durée, des femmes isolées et malades du SIDA ou des jeunes issus des quartiers difficiles.



Franck REINHOLD VON ESSEN
Secrétaire du Comité Central européen, administrateur de la Fondation SUEZ, représentant des salariés

Bernadette RWEGERA
Directrice et fondatrice d'Ikambere

Les approches se multiplient dans le monde de l'insertion pour sortir des silos et adresser de façon coordonnée l'ensemble des problématiques (formation, emploi, logement...) qui affectent les plus fragiles. À nous de les soutenir voire de les initier pour un impact renforcé et des passages à l'échelle plus rapides.

Franck REINHOLD VON ESSEN

Ikambere signifie la maison accueillante en kinyarwanda (langue du Rwanda). Notre objectif est d'offrir aux femmes vivant avec le VIH, en situation de précarité, un lieu d'accueil convivial et chaleureux pour rompre l'isolement. Grâce une prise en charge globale, les femmes sont accompagnées vers l'autonomie et ainsi redeviennent actrices de leur avenir.

Bernadette RWEGERA



LE MOT DU RÉFÉRENT

Le projet de PLACE fait des personnes réfugiées des leaders dans leur activité et leur champ de compétences et des porte-paroles au sein d'événements publics, de conférences internationales, ou en lien avec les médias, pour faire avancer la perception de la valeur économique de la migration.

Khaled ODEH
IT Audit Manager - Internal Audit, Risk & Investment, SUEZ Group - Référent du projet PLACE



SEINE-SAINT-DENIS / 2019-2020

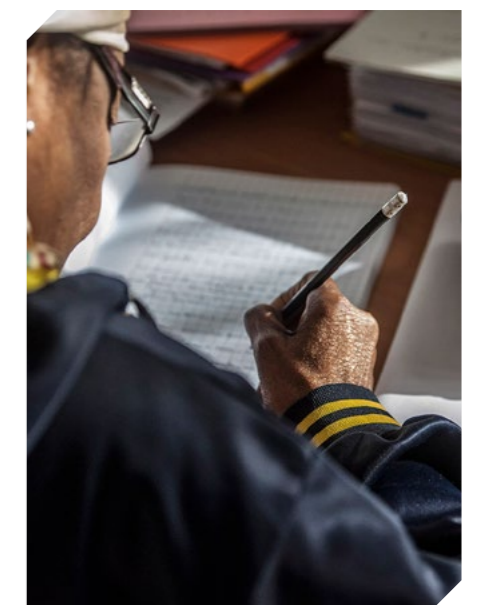
Ikambere, la maison qui relève les femmes

Implantée en Seine-Saint-Denis, l'association Ikambere, « la maison accueillante », est ouverte aux femmes en situation de précarité vivant avec le VIH.

Beaucoup d'entre elles sont migrantes, primo-arrivantes et sont orientées à Ikambere par les hôpitaux de la région Ile-de-France. Ikambere, c'est, grâce à une vingtaine de personnes professionnelles, un repas chaud partagé tous les midis et des ateliers multidisciplinaires pour restaurer l'estime de soi, retisser le lien social et aider les femmes à redevenir actrices de leur destin. Dans la continuité de ces activités, l'association a mis en place en 2019 un parcours d'« accompagnement vers l'emploi digne et durable » dont bénéficient environ 10% des 500 femmes

accueillies chaque année. Au programme : un accompagnement individualisé pour construire son projet professionnel, et des ateliers collectifs « Techniques de recherche d'emploi », « Image de soi », informatique et alphabétisation. En 2019, Bernadette Rwegera a reçu le Prix de la solidarité « ellesdeFrance », décerné par le Conseil Régional d'Île-de-France aux femmes qui œuvrent au quotidien en faveur d'une société plus juste et innovante.

500 femmes accueillies chaque année



Des apprentissages indispensables pour reprendre sa vie en mains



RHÔNE / 2017-2020

Parce que le chômage longue durée n'est pas une fatalité



Les emplois créés apportent une réponse aux besoins des habitants

Le projet «Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée» a été lancé en 2016 sur trois constats : personne n'est inemployable ; ce n'est pas le travail qui manque, puisque de nombreux besoins de la société ne sont pas pris en charge ; ce n'est pas l'argent qui manque, vu le montant des dépenses liées au chômage. D'où l'idée de rediriger les coûts de la privation d'emploi des chômeurs de longue durée sur le financement de nouveaux emplois salariés utiles à la société.

Le projet a démarré sur 10 territoires d'expérimentation, dont Villeurbanne (69) et Jouques (13). À Villeurbanne, c'est l'association Booster de Saint-Jean, adossée à l'entreprise à but d'emploi (EBE) EmerJean, qui pilote le projet, via notamment le «Lab Travaux Utiles», qui réunit des habitants, des entreprises locales et des salariés d'EmerJean, dans le but de faire émerger ensemble des idées innovantes de travaux utiles pour leur micro-territoire. À Jouques, une commune qui comprend 140 demandeurs d'emploi de longue durée pour une population de 4600 habitants, c'est l'association Elan Jouques qui prend en charge la démarche. Elle est aujourd'hui engagée dans la construction de nouveaux locaux, pour pouvoir répondre aux normes de sécurité, accueillir plus de chômeurs

longue durée, créer de nouvelles activités pour augmenter son chiffre d'affaires, et mieux répondre aux attentes des habitants. Recruter sans sélection, faire travailler ensemble des salariés (dont beaucoup sont exclus depuis longtemps du monde du travail), sans la possibilité de les licencier, transformer les territoires : pour relever ces défis, les EBE s'appuient sur le savoir-faire en termes de «management inclusif» de TAE, une structure d'ATD Quart-Monde également soutenue par la Fondation et qui permet de compléter l'accompagnement de la démarche au niveau national.



Sophie FLORIN
Responsable Département Marketing, SUEZ Recyclage et Valorisation France, membre du jury de l'ADIE

LE MOT DU RÉFÉRENT

Le soutien de la Fondation SUEZ permet aux candidats de l'ADIE, au-delà des financements, de présenter leur projet d'entrepreneur devant un jury de pros, salariés de SUEZ ou d'autres entreprises. Un moment de partage et de conseils qui impose bienveillance et nous permet de partager nos expériences.



SEINE-SAINT-DENIS
2018-19

Deux dispositifs innovants pour soutenir l'entrepreneuriat

En créant en 1989 le microcrédit pour aider les personnes n'ayant pas accès au marché du travail ni au crédit bancaire classique à créer leur entreprise, l'ADIE devançait la tendance actuelle de baisse relative de l'emploi salarié en CDI au profit d'emplois plus flexibles et souvent indépendants. Elle était donc prête à permettre aux plus fragiles de devenir acteurs et non victimes de ces mutations. C'est l'objectif des deux dispositifs « Je deviens entrepreneur » et « Les ateliers des solutions ». Le premier vise, en amont de la création et de son financement, à aider les porteurs de projet, souvent issus des quartiers difficiles, à structurer leur projet et à acquérir les fondamentaux de l'entrepreneuriat.

45% des personnes accompagnées par l'ADIE vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Le second vise, via 4 ateliers d'une demi-journée, à aider les créateurs d'entreprise à développer leur chiffre d'affaire et pérenniser leur activité. Les collaborateurs de SUEZ ont été sollicités pour accueillir et animer les jurys qui clôturent le parcours « Je deviens entrepreneur » des porteurs de projets de Seine Saint-Denis.



⚡ acquisition de nouvelles compétences

Développer l'acquisition de compétences métiers est au cœur de la démarche des structures qui prennent en charge des publics très éloignés de l'emploi.

Développer l'acquisition de compétences métiers directement transférables sur le marché du travail, souvent grâce à des partenariats noués avec les entreprises, est au cœur de la démarche de nombre de structures qui prennent en charge des publics très éloignés de l'emploi. Apprendre la couture à des personnes en situation

de prostitution ; former des détenus aux métiers du numérique ; des bénéficiaires du RSA aux métiers de la logistique ; ou bien encore des femmes migrantes aux soins des personnes âgées ou de la petite enfance : autant de pistes mises en œuvre par les porteurs de projets soutenus par la Fondation SUEZ.

33
POINTS DE VUE



Isabelle CALVEZ
Directrice des Ressources Humaines SUEZ, administratrice de la Fondation SUEZ

Frédéric BARDEAU
Président et co-fondateur de la Fondation Simplon

Dans le choix des projets que nous soutenons, nous sommes très attentifs à ce que les formations et qualifications proposées soient directement orientées sur des secteurs d'activité en tension, qui offrent de réelles perspectives d'embauche à la sortie. Cela suppose aussi que des ponts soient établis entre les structures d'insertion et les entreprises «classiques» des territoires où elles sont implantées.

Isabelle CALVEZ

La réinsertion économique et sociale des sortants de prison est un défi majeur de nos sociétés, bien souvent faute d'avoir anticipé en amont le retour à l'emploi, et donc la formation des personnes sous main de justice. En leur proposant une formation aux métiers - aujourd'hui très porteurs - du numérique, nous les aidons à construire leur avenir sur des bases solides.

Frédéric BARDEAU



HAUTS-DE-SEINE / 2018-2019

Les métiers du numérique pour se réinsérer après la prison

Les prisons françaises accueillent plus de 80 000 détenus, dont 59% récidiveront 5 ans après leur sortie. En cause, leur difficulté à se réinsérer dans le monde du travail, faute de formation et d'accompagnement adéquats. Dans le même temps, le secteur du numérique peine à recruter les 60 à 80 000 techniciens nécessaires à son développement.

La solution ? Le projet pilote Re<insert> porté par la Fondation Simplon, qui promeut un numérique inclusif au service des personnes et des territoires défavorisés, et l'association Wake up Café (WKF) qui soutient les personnes

incarcérées dans leur parcours de reconstruction. Douze détenus de la Maison d'arrêt de Nanterre ont été sélectionnés pour entrer dans un programme qui comporte trois semaines de «remobilisation» puis, pour les plus motivés d'entre eux, 7 mois de formation gratuite et intensive aux métiers du numérique, aux côtés d'anciens détenus. L'objectif est de répliquer le programme en Île-de-France et en Auvergne Rhône Alpes avec 5 promotions de 5 personnes en 2020, et d'envisager un déploiement national en 2021.



Une formation intensive et certifiante sur 7 mois / 840 heures



HAUTS-DE-SEINE / 2018-19

Mobiliser les partenaires de l'emploi contre la récidive



Premiers pas vers la remobilisation socio-professionnelle

L'association J2C, pour Justice Deuxième Chance, a été créée en 2014 pour lutter contre la récidive en accompagnant vers et dans l'emploi les personnes sous main de justice. La réussite du dispositif mis en place repose sur la mobilisation (et donc en amont la sensibilisation) et l'intérêt bien compris de toutes les parties prenantes : l'Administration pénitentiaire, les associations, les structures d'insertion et les entreprises du territoire, et bien sûr les candidats à la réinsertion qui signent avec J2C un contrat de 6 mois renouvelable une fois.

Sur cette base, les candidats bénéficient d'un accompagnement personnalisé, à la fois individuel et collectif, et d'une mise en lien avec les structures d'insertion ou d'emploi, adaptée à leurs besoins et leurs compétences, tout en étant respectueuse des besoins et contraintes des employeurs. Initialement opérationnelle sur les départements 75 et 93, l'association, avec l'aide de la Fondation SUEZ, s'est développée en 2019 sur le 92 et a préparé son implantation sur le 78, qui devrait se concrétiser en 2020.



ÎLE-DE-FRANCE / 2018-2019

Un atelier de couture pour tisser un nouvel avenir



Certaines bénéficiaires ont intégré des organismes de formation

L'association «Aux captifs, la libération» œuvre pour aider les personnes exclues vivant de la rue ou dans la rue, dans l'objectif, de les «libérer» pour les aider à se reconstruire. Tournées rues (ou maraudes), permanences d'accueil, démarches d'accompagnement et de suivi socio-professionnel, séjours de rupture, permettent aux personnes de reprendre leur destin en mains. Parmi les publics accompagnés, les personnes victimes d'exploitation sexuelle sont très vulnérables : étrangères pour plus de 90% d'entre elles et le plus souvent sous l'emprise d'un proxénète ou de réseaux d'exploitation, elles sont surexposées au risque de transmission du VIH/IST, à la violence, aux drogues, à l'alcool, aux états dépressifs ou suicidaires, à l'isolement, à la stigmatisation, et en état de grande détresse. C'est pour les aider à s'émanciper du réseau de traite et à construire leur projet de vie que l'association a créé ses «Ateliers de couture», où, 3 fois par semaine ou lors de «séjours couture», les femmes viennent perfectionner leur savoir-faire et savoir-être, faire grandir leur intelligence manuelle et reprendre petit à petit confiance en elles. La participation à

Les femmes viennent perfectionner leur savoir-faire et savoir-être, faire grandir leur intelligence manuelle et reprendre petit à petit confiance en elles.

l'atelier permet à ces personnes de se projeter dans une activité économique hors de la rue et d'entamer un parcours d'insertion sociale et professionnelle. «Elles sont fières de leurs créations», comme l'explique un responsable. Les femmes ont également accès à des cours de français, des ateliers de préparation à la recherche d'emploi et de gestion de budget, des cours d'informatique et un suivi social approfondi. Dix personnes, en majorité des nigérianes âgées de 18 à 30 ans, ont bénéficié du dispositif en 2019 et certaines d'entre elles sont sorties de l'atelier pour rejoindre des structures d'insertion.



EMMAÛSDÉFI

ÎLE-DE-FRANCE

2018-19

Le transport et la logistique, un secteur d'avenir pour les salariés en insertion



En 2019, un taux de sorties positives estimé à 40%

Dans le prolongement de ses parcours d'insertion axés sur la collecte, la valorisation et la vente d'objets d'occasions, l'association Emmaüs Défi a démarré en 2017 l'Équipage d'Emmaüs Défi, une Entreprise d'Insertion (EI) positionnée sur le secteur aujourd'hui très porteur du transport de marchandises et de la logistique.

En 2019, 10 salariés, en majorité des chômeurs longue durée touchant le RSA, ont suivi le parcours dont le rythme et le contenu sont ajustés à leur progression individuelle, grâce à des rencontres hebdomadaires avec l'encadrant ou la conseillère en Insertion Professionnelle. Les compétences acquises sont validées par un certificat de qualification professionnelle (CQP) reconnu sur le marché, avec un taux de sorties positives estimé à 4. Plusieurs entreprises du territoire sont déjà partantes pour travailler avec l'Équipage, c'est une façon pour elles d'allier responsabilité sociale et performance économique dans la gestion de leur logistique.

17 salariés ont travaillé à l'Équipage en 2019



LUBÉRON / 2019-20

Retrouver l'envie de vivre au contact de la nature et des autres



À Berdine, l'accueil est quasi inconditionnel

Située dans un hameau au cœur du Lubéron, la Bergerie de Berdine accueille des personnes en situation de très grande exclusion en misant sur le contact avec la nature et le travail en équipe pour les amener progressivement à se reconstruire et se remobiliser.

L'accompagnement proposé se fait en trois temps : tout d'abord, chacun est invité à «poser ses valises» et à progressivement «remettre le pied à l'étrier» grâce à un logement stable, des repas, l'accès à des sanitaires, un cadre de vie sécurisant, une reprise du lien social et la participation, au rythme de chacun, aux activités ménagères, agricoles ou artisanales de la communauté. Dans un deuxième temps, il s'agit de stabiliser la situation administrative, sociale et médicale des personnes. Enfin, sous la houlette d'une chargée d'accompagnement et d'une éducatrice spécialisée, chacun prépare un projet personnel et professionnel pour la suite. Depuis sa création il y a 45 ans, la Berdine a accueilli environ 6500 personnes.

6500 personnes accueillies depuis 45 ans



BORDEAUX / 2017-19



Une association très implantée sur le territoire bordelais

Favoriser l'insertion professionnelle des femmes d'origine étrangère

L'association Promofemmes accompagne chaque année environ 600 femmes et leur famille, originaires de plus de 60 pays, dans leur parcours d'intégration en France.

L'activité d'insertion socio-professionnelle (ISP), qui s'adresse à une centaine d'entre elles, s'articule autour de propositions adaptées à l'hétérogénéité des profils : accompagnement et suivi individuel à travers l'établissement d'un diagnostic socio-professionnel permettant d'évaluer les freins à l'emploi, les envies des personnes et leur parcours ; formations (pré)-qualifiantes conçues avec les futurs employeurs : agent de surface niveau 2 et aide à la personne âgée ; stage Découverte du Monde de l'Emploi, pour les femmes cumulant les freins linguistiques et sociaux ; enfin ateliers collectifs autour du monde du travail.



FRANCE / 2018-20

Des séances de coaching taillées sur mesure

L'habit ne fait pas le moine, mais il y contribue ! C'est pourquoi **La Cravate Solidaire mobilise une communauté de bénévoles experts des questions RH et du coaching en image pour lutter contre l'inégalité des chances en entretien d'embauche.** Près de 2500 demandeurs d'emploi en (ré)insertion professionnelle bénéficient ainsi chaque année, à Lyon, Paris, Pau et Rouen, de séances de coaching individuelles, les «ateliers coups de pouce», où ils sont invités à choisir la tenue appropriée à leur projet professionnel et à construire leur intervention face au recruteur.



renforcer la cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport

Éducation 40



Culture 45



LE CHIFFRE

63%

DES FRANÇAIS

sont convaincus qu'en France la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup des origines des gens

Baromètre des territoires 2019, Institut Montaigne

Dans son rapport annuel de 2017 sur l'état de la France, le CESE soulignait la nécessité de « Réconcilier la France autour d'une conception partagée de son avenir », avec comme premier impératif la refondation de la cohésion sociale, mise à mal par le creusement des inégalités et le déficit de confiance des citoyens les uns envers les autres et à l'égard des institutions. La cohésion sociale peut-être définie comme l'ensemble des processus qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus l'égalité des chances et des conditions, l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu. Un objectif qui passe par la mise en œuvre de politiques nationales, mais aussi par le soutien au foisonnement de projets portés par les structures associatives au niveau des territoires.

LE BAL/LA FABRIQUE
DU REGARD

Construire le regard de
ceux qui font le territoire
et partager leur vision
de la société

Les inégalités à l'école placent la France en tête des pays de l'OCDE pour le caractère socialement reproductif de son système éducatif.

Les inégalités à l'école placent la France en tête des pays de l'OCDE pour le caractère socialement reproductif de son système éducatif. Sur le terrain les initiatives se multiplient pour tenter de rééquilibrer cette injustice dont pâtissent au premier chef les enfants grandissant dans des quartiers difficiles ou des zones rurales isolées,

et les jeunes cumulant les handicaps : jeunes sortant de prison ou suivis par les services sociaux, décrocheurs scolaires, etc. L'objectif est de les réinsérer dans le système en leur proposant des projets qui stimulent et mobilisent leur envie d'apprendre et d'agir au sein de la société.



Marie TRELLE KANE
Présidente et co-fondatrice d'Unis-Cité,
administratrice de la Fondation SUEZ

Frédéric LENOIR
Co-fondateur de la Fondation SEVE

La cohésion sociale suppose de donner à chacun les moyens de prendre sa place et sa part de responsabilité dans la société. Auprès des jeunes, cela passe par des actions et des programmes les aidant à mieux prendre conscience de leurs compétences, à révéler pleinement leur potentiel et à agir en citoyens confiants et engagés.

Marie TRELLE KANE

La pratique de la philo, j'en suis convaincu, est une école de citoyenneté, et cela dès le plus jeune âge. Voilà pourquoi nous avons créé l'association SEVE qui vise à proposer aux enfants des ateliers de méditation et de philosophie. Ils y apprennent à dépasser leurs émotions, à débattre, à écouter les autres, à développer leur discernement : cela me paraît indispensable dans un monde où ils sont bombardés d'informations, de rumeurs et de fake news.

Frédéric LENOIR

Article1

ÎLE-DE-FRANCE / 2019-2020

Un programme inspirant pour faciliter la bonne orientation des lycéens

« Permettre à chaque talent de choisir et de construire son avenir avec confiance et ambition » : telle est la mission de l'association Article 1 qui lutte contre les inégalités dans l'accès aux études supérieures et à l'insertion professionnelle. Parmi ses moyens d'action, le programme « INSPIRE » qui cible pour 2019-2020 en Ile-de-France, plus de 4300 lycéens scolarisés dans des établissements défavorisés (REP ou REP+, QPV, zones rurales ou isolées), en leur proposant un double accompagnement. D'un côté des ateliers

participatifs, animés par des bénévoles, étudiants ou professionnels, où les jeunes sont encouragés à se projeter dans la vie étudiante et la découverte du monde de l'entreprise. De l'autre, une plateforme digitale ouverte à tous, www.inspire-orientation.org, où les lycéens se préparent en amont aux choix qu'ils devront faire sur Parcoursup, via notamment un algorithme de recommandation de pistes d'études et des échanges avec des étudiants éclairés qui leur ressemblent. Plus de 100 000 lycéens, partout en France, s'y sont inscrits entre septembre et décembre 2019.



Des ateliers pour combattre l'auto-censure

100 000
lycéens environ, inscrits entre septembre et décembre 2019



FRANCE / 2019-2020

Les Toulines, s'amarrer pour les jeunes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance



Accueil, coaching et accompagnement pour les jeunes majeurs

Engagé de longue date dans la prévention et la protection de l'enfance, Apprentis d'Auteuil fait le constat d'une situation alarmante : à 18 ans, les jeunes majeurs sortant de l'ASE (Aide sociale à l'enfance) sont brutalement sommés d'assumer leur autonomie, ce qui les oblige du jour au lendemain à devoir gérer un logement, un travail ou/et une formation, la vie quotidienne... Cela alors même qu'ils sont très souvent socialement isolés et dotés d'acquis scolaires, psychologiques voire de santé souvent fragiles. Le risque est alors grand que ces jeunes tombent dans la précarité et l'exclusion.

Pour y faire face, Apprentis d'Auteuil a créé les « Toulines », des lieux d'accueil, d'écoute et d'échanges, animés par des coordinateurs polyvalents, et ouverts toute la semaine aux jeunes majeurs sortant de l'ASE. Ils y trouvent, aussi longtemps qu'ils le souhaitent, un lieu d'ancrage social et une aide sur mesure sous forme de coaching,

d'accompagnement dans les démarches administratives, de parrainage professionnel, de tutorat, d'activités festives...

À ce jour, 5 Toulines, localisées à Paris, Sannois, Dijon, La Roche-sur-Yon / Nantes et Lille, accueillent chacune 70 jeunes. Fort de premières évaluations positives, le projet est entré dans une phase de développement et d'essaimage, avec la diversification et le renforcement des équipes et de l'ancrage sur les territoires et l'ouverture prévue de 10 nouvelles Toulines d'ici fin 2020.

5 Toulines qui accueillent chacune 70 jeunes
10 nouvelles Toulines prévues d'ici fin 2020



FRANCE / 2017-20



Un accompagnement individuel et collectif sur 90 heures

Priorité à l'égalité des chances

Parce que les enfants ne bénéficient pas tous d'un environnement social, culturel et familial ouvert sur le monde extérieur et la réussite scolaire et professionnelle, l'association « Culture prioritaire », basée près des quartiers d'éducation prioritaire du nord de Paris, propose aux collégiens et lycéens des parcours annuels de 80 heures alternant séances interactives et sorties culturelles (Musées, théâtres, concerts, cinéclub, visites d'entreprises et de lieux innovants, rencontres avec des professionnels).



NORD / 2017-20

Innovier pour mieux apprendre à lire

Face à la persistance du pourcentage d'enfants qui sortent du primaire sans savoir lire (20%), « Agir pour l'école » propose une méthode et des outils innovants d'apprentissage de la lecture à destination des écoles des zones prioritaires d'éducation. Le projet, dont les résultats sont rigoureusement évalués, entre maintenant dans une phase d'essaimage, avec, à la rentrée 2019, près de 200 classes concernées dans l'Académie de Lille, et un objectif de 500 à 1000 classes au niveau national.



FRANCE / 2019-2021

Des ateliers philo pour apprendre à mieux vivre ensemble



Chaque classe bénéficie de 10 ateliers par an

Créée sous l'impulsion du philosophe Frédéric Lenoir et de Martine Roussel-Adam (présidente du Fonds Ashoka) à la suite des attentats de novembre 2015, **l'association SEVE s'emploie à lutter contre la montée de la violence, de l'obscurantisme et de la radicalisation, via la mise en place d'ateliers philo et de pratique de l'attention au sein des établissements scolaires**, particulièrement ceux situés en Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville. L'objectif est de développer les capacités de réflexion, de discernement et d'argumentation des jeunes, à partir des thèmes tels que la laïcité, la citoyenneté, la liberté, l'égalité, la justice et la fraternité.

Le dispositif qui a fait ses preuves va être déployé sur 3 ans dans 3 territoires (Roubaix/Tourcoing/Maubeuge (59), Trappes (78) et Nice (06)) et touche plus de 2000 élèves de CM2 et de collège, à raison de 10 ateliers par an. Parallèlement les animateurs et les professeurs bénéficieront d'une formation spécifique et une mallette pédagogique sera créée pour faciliter l'essaimage du modèle. Courant 2020, l'étude d'impacts sur ces trois territoires viendra appuyer les actions de plaidoyer de l'association.



LORRAINE / 2019-2020

Un Service Civique Adapté pour les jeunes sortant du milieu pénitentiaire



Douze jeunes sortant de détention bénéficient du dispositif

En novembre 2019, la France célébrait le trentième anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), l'occasion pour l'association «Grandir dignement» de rappeler qu'aujourd'hui en France plus de 120 000 enfants et jeunes sont suivis au pénal et 800 enfants âgés de 13 à 18 ans sont incarcérés, avec des perspectives de réinsertion à la sortie très incertaines : insuffisance de liens sociaux ou familiaux, difficultés d'accès au logement, à la formation, à l'emploi, aux ressources, aux soins, ... Avec le risque pour ces jeunes, d'autant plus fragiles qu'ils sortent d'une période où ils ont été privés de liberté, de tomber dans les addictions, de récidiver, ou de finir à la rue.

Grandir Dignement est l'une des associations qui se mobilisent auprès d'eux, pendant et après l'incarcération.

Notamment en Lorraine où l'association a mis en place un Service Civique Adapté pour les jeunes ayant été confrontés à la justice (CER, CEF, détention...). Après une expérimentation sur Nancy, le projet va être dupliqué en 2020 sur la ville de Metz.

Concrètement, les 12 jeunes bénéficiaires signent un contrat sur un an à hauteur de 24 heures par semaine, articulé autour de 4 axes : un engagement associatif, une découverte du secteur de l'entreprise, un accompagnement personnalisé (situation administrative, accès à la santé, gestion de vie quotidienne...), des activités collectives favorisant le vivre-ensemble. L'objectif est de permettre aux jeunes de reprendre confiance en eux, de développer leurs potentiels et de prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir tant citoyen que professionnel.

120 000 enfants et jeunes environ sont suivis au pénal aujourd'hui en France

800 enfants âgés de 13 à 18 ans sont incarcérés



BORDEAUX ET ARGENTEUIL / 2018-2020

Le Service Civique, un levier pour l'insertion des jeunes en difficulté



Un projet sélectionné par la Délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (DiAir)

Association pionnière du Service Civique, Unis-Cité offre aux jeunes de 16 à 25 ans, de toutes origines sociales et culturelles, et de tous niveaux d'études, la possibilité de s'engager en équipe, durant 6 à 9 mois, sur des missions d'intérêt général en France, tout en acquérant des compétences utiles pour leur insertion sociale et professionnelle.

Une expérience qui peut être particulièrement fructueuse pour les jeunes ayant du mal à trouver leur place dans la société, au nombre desquels les mineurs décrocheurs scolaires et les réfugiés. Unis-Cité a conçu à leur intention deux programmes de «service civique adapté» : Booster et Coop'R. Dans les deux cas le principe consiste à intégrer les jeunes, décrocheurs ou réfugiés, dans des équipes «classiques» de volontaires, tout en leur proposant, en alternance avec leur engagement solidaire, un accompagnement spécifique : remobilisation scolaire deux jours par semaine pour les uns, apprentissage de la langue, formation civique et citoyenne, accompagnement vers l'emploi et l'accès aux droits et à la santé pour les autres.

Le principe consiste à intégrer les jeunes, décrocheurs ou réfugiés, dans des équipes «classiques» de volontaires, tout en leur proposant, en alternance avec leur engagement solidaire, un accompagnement spécifique.

La Fondation SUEZ soutient ces initiatives, en s'appuyant notamment sur l'implication des collaborateurs du Groupe. Pour les programmes Booster d'Argenteuil (95) et Paris, les collaborateurs accompagnent les volontaires dans la préparation de leur projet professionnel post service civique. Pour le dispositif Coop'R, qui a commencé à Bordeaux, l'idée est de mobiliser les équipes de la Maison pour Rebondir* pour organiser des rencontres au sein de SUEZ et un système de coaching et de parrainage.



FRANCE / 2018-19

Former une nouvelle génération de responsables engagés

Chaque année des milliers de jeunes s'engagent dans le Service Civique, et c'est pour beaucoup l'occasion de se révéler (capacité à prendre des responsabilités et des initiatives, facilités d'apprentissage, engagement, motivation...). **L'Institut de l'Engagement s'applique à repérer ces jeunes et à les accompagner vers les études, la formation, l'emploi ou la création d'entreprise**, grâce à une orientation et un suivi personnalisés et la mise en relation avec des établissements d'enseignement, des entreprises ou des associations partenaires.

3 800 jeunes accompagnés depuis 2012



LE MOT DU RÉFÉRENT

Le travail d'Unis-Cités auprès des jeunes réfugiés en Service Civique, mené en lien avec les politiques nationales, permet d'apporter des solutions concrètes à la question de l'inclusion de ces jeunes en France : régularisation des papiers, apprentissage de la langue, montée en compétences et emploi.

Erwin FAURE
Directeur de la Maison pour Rebondir, référent du projet Coop'R



ÎLE-DE-FRANCE / 2019

Faire son service civique à l'hôpital pour soigner son avenir



Un projet soutenu par Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse

Fondée en 2007 pour améliorer le vivre-ensemble et l'insertion des jeunes en banlieue, l'association BSFA a démarré en 2012 le dispositif des «Gilets bleus», un service civique proposé aux jeunes décrocheurs scolaires, jeunes sans emploi. Pendant quelques mois, sous la houlette d'un mentor, les volontaires se voient confier des missions d'accueil, d'information et d'orientation des patients et des visiteurs à l'hôpital, et ce faisant, ils découvrent le monde du travail, ses codes et ses règles; ils découvrent toute la palette des 80 métiers de l'hôpital; éventuellement ils prolongent le service par un stage. De quoi redonner du sens à leurs actions, les remobiliser et leur ouvrir un nouvel avenir. Aujourd'hui, 350 jeunes «Gilets bleus» guident plus de 200 000 personnes dans

20 hôpitaux de la région parisienne, et forte de ce succès l'association envisage de toucher 100 hôpitaux d'ici 3 ans. Un changement d'échelle qui requiert une consolidation du fonctionnement de la structure et un renforcement des perspectives post service civique: mise en œuvre de formations complémentaires et de partenariats avec des acteurs de l'emploi et des grandes entreprises susceptibles d'offrir des stages, des formations qualifiantes, des CDD ou des CDI. Le projet a été nommé par la Fondation FACE dans le cadre du concours «S'engager pour les quartiers.» Depuis le 2 décembre, 8 Gilets Bleus sont en action à l'hôpital de Saint Vincent de Paul à Lille, première expérimentation au niveau national.



LE MOT DU RÉFÉRENT

Françoise JACQ
Responsable Applications Metiers SUEZ
Recyclage et Valorisation France
Référente du projet Espérance Banlieues

Le projet très concret d'acquisition de notions de programmation sans écran dans des écoles implantées en zone défavorisée est très pertinent. Il prend en compte le rapport à l'écran des jeunes, qui peut être problématique, et les familiarise avec un secteur porteur, la programmation informatique.

ÎLE-DE-FRANCE
2018-19

Un outil innovant de lutte contre la fracture numérique



Des méthodes créatives pour une bonne éducation au numérique

Créé en 2012, le réseau d'écoles Espérance Banlieues développe dans les quartiers difficiles et défavorisés un projet pédagogique innovant, qui associe aux programmes scolaires la transmission de repères culturels et humanistes et des codes de notre pays.

Le concept s'appuie sur des ateliers «sans écran» faisant appel à la sensorialité, à l'intuition, à la réflexion et à l'imagination des enfants.

Pour lutter contre la fracture numérique, Espérance Banlieues a mis au point le projet pilote "Off line School", pour 180 élèves (et leurs professeurs) du CP au CE2 de 5 écoles d'Île-de-France. Le concept s'appuie sur des ateliers «sans écran» faisant appel à la sensorialité, à l'intuition, à la réflexion et à l'imagination des enfants, comme moyens privilégiés d'initiation aux fondamentaux de la culture numérique et du code informatique (programmation, algorithmes, système binaire...).



culture

L'accès de tous à la culture et au sport est un enjeu prioritaire de l'émancipation et de l'inclusion de chacun, particulièrement les plus jeunes.

Le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales a fait de l'accès de tous à la culture et au sport un enjeu prioritaire de l'émancipation et de l'inclusion de chacun, particulièrement les plus jeunes. C'est le sens du soutien de la Fondation SUEZ à des projets innovants qui permettent aux enfants et aux jeunes

issus de quartiers prioritaires, de zones rurales isolées ou de familles de réfugiés, d'accéder à l'éducation musicale et orchestrale, de s'initier aux techniques cinématographiques, de pratiquer les arts de la scène, de découvrir les chefs d'œuvre des musées ou bien de développer leur autonomie grâce au sport.

33
POINTS
DE VUE

Sophie LOMBARD
Directrice du Cabinet du Président
du Conseil d'Administration de SUEZ,
administratrice de la Fondation SUEZ

Laurent BAYLE
Directeur Général de la Cité de la
Musique - Philharmonie de Paris

Le droit à la culture reste très insuffisamment partagé en France, alors même que l'accès de tous à celle-ci est un facteur déterminant de cohésion sociale. Elle permet en effet une meilleure insertion par l'identification et l'usage de repères culturels; de plus, elle encourage le développement de la créativité, qui joue un grand rôle dans l'estime de soi, l'affirmation de la personnalité et l'ouverture au monde.

Sophie LOMBARD

Lorsqu'en 2010, nous avons lancé nos premiers orchestres d'enfants en Île-de-France, nous voulions montrer que le déterminisme social peut être combattu par une démarche d'éducation artistique appropriée. Car, nous l'expérimentons au quotidien, la musique est un art qui rassemble et transcende les différences au profit d'un meilleur épanouissement de chacun au sein du groupe, et plus largement de la société.

Laurent BAYLE



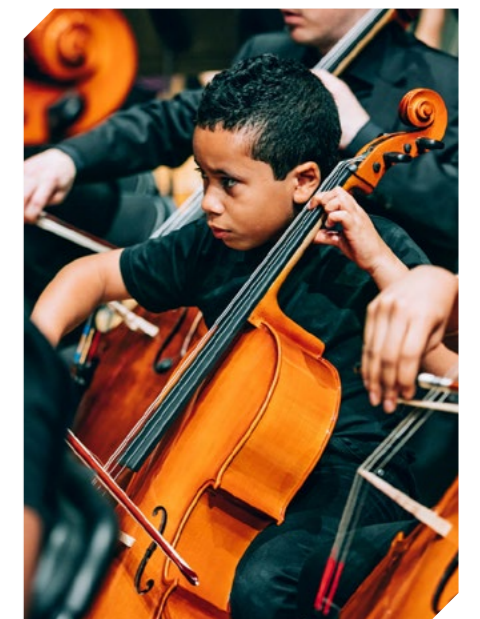
FRANCE / 2019-2020

Un dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale

Initié en 2010 par la Cité de la Musique - Philharmonie de Paris, et fondé sur la conviction que la pratique collective de la musique est un vecteur privilégié de cohésion sociale, le projet Démon s'appuie sur la création d'orchestres ouverts aux enfants issus de quartiers relevant de la politique de la ville ou de zones rurales isolées qui ont un accès très limité aux pratiques culturelles. Le projet a progressivement élargi son champ d'action depuis une phase expérimentale en Île-de-France jusqu'à un déploiement prévu d'ici 2021 sur la France entière, y compris l'Outre-Mer, avec plus de 60 nouveaux orchestres créés. Les enfants, encadrés par

des musiciens professionnels et des référents sociaux, suivent une formation sur 3 ans alternant des cours hebdomadaires en petits groupes, des répétitions en tutti avec tout l'orchestre et un concert de fin d'année. Grâce aux liens noués avec les conservatoires, les écoles de musique et les partenaires du territoire, un enfant sur deux choisit de poursuivre la pratique musicale à l'issue du parcours Démon.

60 nouveaux orchestres
créés d'ici 2021



Un enfant sur deux poursuivra la pratique musicale

Ouvrir les arts de la scène aux élèves des établissements prioritaires



Une représentation scolaire de l'opéra «Gretel et Hansel»

Fortement sensibilisé aux enjeux de l'accès à la culture pour tous, notamment sous l'impulsion de son directeur Olivier Mantei, l'Opéra-Comique a créé en 2016 la première Maîtrise Populaire qui forme chaque année aux arts de la scène (chant, claquettes, danse, théâtre) plus d'une centaine d'enfants issus d'établissements franciliens REP et REP+.

Pour aller plus loin, l'Opéra-Comique a monté en 2019, à l'intention des enfants de CM2 qui n'ont pas pu intégrer la Maîtrise, un parcours de médiation : découverte de l'histoire de l'institution, visite de l'Opéra, participation à des répétitions et des spectacles, rencontres avec des artistes. Les enseignants et les parents bénéficient également de la démarche, les uns via la

Le projet se déploie sur les trois académies de Paris, Versailles et Créteil qui comptent 76 écoles REP + situées à moins de 45 min de l'Opéra-Comique.

mise en œuvre d'une première initiation à l'opéra en classe, les autres en venant voir les enfants sur scène. Le soutien de la Fondation a permis d'intégrer plus d'élèves des quartiers REP et REP+ au sein de la Maîtrise suite à une tournée de recrutement organisée dans les établissements concernés.

Plus de **350** élèves de 6 écoles concernés

Une démarche «hors-les-murs» pour ouvrir le musée à de nouveaux publics



Les Ateliers Nomades sont installés pour deux ans à Argenteuil

Comment favoriser l'accès à la culture et à l'art des publics qui en restent éloignés ou empêchés, faute de ressources, de temps, d'information ou de motivation ? En inversant la logique commune pour aller directement à la rencontre de ces publics. **C'est le sens de la démarche «hors-les-murs» initiée en 2013 par le musée du quai Branly - Jacques Chirac avec ses Ateliers Nomades qui proposent aux habitants et aux scolaires de nombreuses actions de sensibilisation dans les écoles, les médiathèques, les centres culturels, les gymnases, les centres sociaux, les centres commerciaux...** Cela grâce à la mise en œuvre en amont de partenariats avec les collectivités et tous les acteurs locaux de l'éducation, du social et de la culture.

Pour leur 4^{ème} édition (2018-2020), les Ateliers Nomades se sont installés pour 2 ans au cœur de la ville d'Argenteuil, avec toute une palette d'activités autour des thèmes de la diversité et du dialogue des cultures : sortie d'œuvres et présentation par un spécialiste des collections ; animations contées et ateliers pour enfants ; rencontres avec des professionnels. Le projet se prolonge en écho «dans les murs» du musée en facilitant la venue des habitants via la gratuité de la visite et du transport.



Une approche inclusive et participative à tous les niveaux



Tournage du film «Une nouvelle ère», apprivoiser l'image

La Fabrique du Regard, pôle pédagogique du BAL, un lieu d'exposition dédiée à la photographie, implanté dans un quartier prioritaire à Paris, mène depuis 2008 un travail en profondeur auprès des jeunes relevant de l'éducation prioritaire. Son objectif : «Permettre aux jeunes de penser le monde en images, former des regardeurs, actifs et concernés».

Permettre aux jeunes de penser le monde en images, former des regardeurs, actifs et concernés.

Le programme «Que faire?», mené sur 3 ans (2017-2020) en lien avec les équipes éducatives et les acteurs sociaux du territoire, met en œuvre des ateliers de création avec des réalisateurs amenés à travailler avec 20 groupes de jeunes habitants de 20 quartiers difficiles dans la réalisation de 20 films, où ils exposent un sujet de société qui leur tient à cœur. Il s'agit d'un côté de renforcer l'ouverture, la créativité, la confiance et l'esprit critique des jeunes, vis-à-vis de l'image, de l'autre de changer le regard que la société porte sur eux via la diffusion publique des films qu'ils ont réalisés.



L'art et la culture au service du mieux-être individuel et collectif



Des enfants de zones rurales découvrent la création artistique

Située dans le sud du département de l'Eure, une zone isolée, économiquement et culturellement fragile, l'association La Source La Guéroulde a été créée en 1991 sous l'impulsion de Gérard Garouste, l'un des plus grands artistes peintres français vivants, pour «vaincre l'exclusion des enfants, des adolescents et de leurs familles en milieu rural, par la création artistique».

Au cœur de sa démarche, le projet «Actions enfance & jeunesse» qui propose aux

enfants et adolescents en difficulté des ateliers de pratique artistique et des sorties culturelles, pédagogiques ou de loisirs.

Points forts du projet : la prise en charge du transport des participants, la mise en œuvre d'un suivi individuel des enfants, l'implication des familles et des travailleurs sociaux, l'engagement des adolescents dans l'organisation via un «Comité des Ados Sourciers».



LE MOT DU
REFERENT

Estelle PLARD
Responsable Commerciale Nationale,
SUEZ Recyclage et Valorisation France
Référente du projet La Source-La Guéroulde

Le projet «Actions enfance & jeunesse» de La Source-La Guéroulde, à vocation sociale, éducative et artistique pour des jeunes de 6 à 18 ans en situation d'échec et d'exclusion, est très reconnu par les partenaires institutionnels et de territoire. Il répond en effet à l'isolement que peuvent connaître les jeunes en zone rurale.



renforcer les compétences et stimuler l'innovation

Prix SUEZ-Institut de France 50

Chaire AgroParisTech - SUEZ 52

LE CHIFFRE

5%
**SEULEMENT
DES JEUNES
EN AFRIQUE**

ont accès à l'enseignement
supérieur, alors que la moyenne
mondiale est de 25 %

Partenariat Mondial pour l'Éducation

Selon l'Organisation internationale du Travail, «le développement des compétences est reconnu par les gouvernements, les partenaires sociaux et les organismes internationaux comme une priorité mondiale fondamentale», la condition sine qua non (au-delà même des ressources financières) de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des Objectifs de Développement Durable. En dépit de cette conviction unanime, le renforcement durable des capacités et des compétences demeure l'un des défis les plus difficiles à relever pour la communauté internationale du développement.

La Banque Mondiale a identifié cinq niveaux de développement des compétences adaptées aux exigences du 21^e siècle, avec au-delà de l'éducation de base et d'un socle de compétences techniques et professionnelles, l'acquisition d'une culture de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, prodiguée au sein des établissements supérieurs, enfin l'adéquation des savoirs avec les besoins.

Les Prix SUEZ-Institut de France et la Chaire AgroParisTech - SUEZ «Management des Services» s'inscrivent, chacun à leur manière, dans cet effort en faveur de l'éducation et de l'innovation.

CHAIRE AGROPARIS
TECH SUEZ

Partager la connaissance,
pour tous ensemble
contribuer aux Objectifs de
Développement Durable



PRIX SUEZ – INSTITUT DE FRANCE



CC
POINTS
DE VUE



Thanh NGHIEM

Fondatrice du Mouvement des Crapauds Fous et de l'Institut Angenius, administratrice de la Fondation SUEZ

Xavier DARCOS

Chancelier de l'Institut de France

Je suis convaincue que c'est de l'intelligence collective que naissent les innovations sociales et environnementales nécessaires pour accélérer le changement et améliorer durablement les conditions de vie des plus fragiles. A cet égard, les Prix SUEZ-Institut de France sont un bon exemple de «pollinisation des idées et des savoirs».

Thanh NGHIEM

L'Institut de France et les cinq Académies qui le composent demeurent un pôle d'exception. Les Prix SUEZ-Institut de France sont une belle illustration de notre triple vocation scientifique, sociétale et humanitaire et nous sommes fiers de contribuer à cette dynamique en faveur de l'innovation open source.

Xavier DARCOS

Des prix pour accompagner et promouvoir l'open innovation

«Je suis persuadé depuis longtemps que la plupart des problèmes humains n'appellent pas comme solutions d'immenses projets, mais que c'est au niveau le plus local possible que l'humanité peut progresser»: cette conviction exprimée par Jean Baechler, membre de l'Académie des sciences morales & politiques, et président du Jury des Prix SUEZ – Institut de France en 2018, résume parfaitement l'esprit et la finalité des Prix. Depuis dix ans, le Groupe SUEZ et l'Institut de France se sont associés pour mettre leur notoriété et leurs ressources au service de projets de terrain innovants, pérennes et exemplaires, appelés à grandir, à se consolider, et à être dupliqués et enrichis au bénéfice du plus grand nombre.

Les Prix sont remis tous les deux ans, à l'issue d'un processus rigoureux de sélection des candidatures reçues dans le cadre d'un appel à projets.

Le Prix Accès aux Services Essentiels, d'un montant de 50 000€, récompense une innovation développée sur le terrain par un organisme à but non lucratif, dans une visée d'essaimage auprès des professionnels du développement dans le secteur de l'eau, de l'assainissement ou des déchets. Les innovations peuvent être de nature technique, organisationnelle, financière ou sociale ou concerner des outils de diffusion des savoirs.

La Fondation SUEZ s'engage à accompagner et promouvoir les innovations lauréates, en les diffusant auprès de leurs réseaux et en les présentant lors de manifestations internationales relatives à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

Le Prix Entrepreneurial Social, d'un montant de 50 000€, récompense une initiative portée par un entrepreneur social, permettant de soutenir le développement d'activités économiques, souvent génératrices d'emplois, et ayant un impact sur le plan social, en particulier envers les populations pauvres ou fragilisées.



Soutenir l'innovation pour l'accès à l'eau, l'assainissement et les déchets

2016

BURKINA FASO

Rongead et Cefrepade, lauréats du Prix «Accès aux Services Essentiels»

Les deux associations Rongead et Cefrepade ont développé au Burkina Faso un projet de valorisation énergétique des coques de noix de cajou, «Cajouvalor», grâce à la mise au point d'un réacteur de pyrolyse. Ce procédé permet la production de briquettes utilisées par les habitants comme combustible en remplacement du charbon de bois issu des forêts non gérées et menacées, réduisant ainsi la déforestation.

Le Prix SUEZ-Institut de France a permis à Rongead d'étendre ses travaux au Burkina Faso, et de démarrer sur le même modèle en Côte d'Ivoire le projet Agrovalor qui s'intéresse à la valorisation des déchets issus de la production du beurre de karité et de celle de semoule de manioc.

CAMEROUN

Solidarité Technologique, lauréat du Prix «Entrepreneurial Social»

L'association Solidarité Technologique, qui lutte contre la fracture numérique au Cameroun en proposant aux jeunes des formations en maintenance informatique et en secrétariat, a développé une activité de recyclage, de réemploi et de revente à bas-coût de déchets d'équipements électriques (D3E). Le Prix SUEZ-Institut de France a permis à l'association d'intensifier et d'augmenter son activité de collecte et de recyclage: le centre de collecte de Yaoundé a été agrandi et un nouveau point de collecte a été créé. La collecte est passée à une échelle semi-industrielle, de 50 à 5000 tonnes de D3E traitées par an.

2018

MAROC

Dar Si Hmad, lauréat du Prix «Accès aux Services Essentiels»

L'association a mis au point dans l'Anti-Atlas (Maroc) un système innovant de «cloudfishers», des filets tendus face au vent qui récupèrent, stockent et filtrent les gouttelettes d'eau issues de la condensation des nuages se heurtant à la montagne, pour alimenter en eau les hameaux pauvres en contrebas.

Le Prix SUEZ-Institut de France a permis à l'association de développer le procédé des cloudfishers pour alimenter en eau potable trois villages supplémentaires dans les hameaux arides du sud-ouest du pays.

CÔTE D'IVOIRE

C+ Propre-Coliba, lauréat du Prix «Entrepreneurial Social»

C+ Propre-Coliba est une start-up africaine qui a mis au point une application web et mobile permettant d'une part aux habitants d'Abidjan de commander des sacs de tri, de s'inscrire pour la collecte des plastiques triés et de recevoir des points-cadeaux en échange, d'autre part aux pré-collecteurs de déchets plastiques franchisés d'optimiser la collecte via un système de géolocalisation.

Le Prix SUEZ-Institut de France a permis à la start-up de se développer et de changer d'échelle en recrutant quinze nouveaux pré-collecteurs et en étendant sa zone d'intervention.



Cajouvalor: un projet qui a un impact économique, social et environnemental



C+propre - Coliba: les précollecteurs, des travailleurs informels devenus franchisés

Dans le cadre de l'appel à candidature pour l'édition 2019-2020 du Prix SUEZ-Institut de France, près de 200 projets ont été étudiés.



CHAIRE AgroParisTech « SUEZ-Management Général des services urbains d'eau et d'assainissement »

Un parcours unique pour renforcer les compétences des managers des services d'eau et d'assainissement



GILLES TRYSTRAM
Directeur général
d'AgroParisTech

Plus que jamais, le renforcement et la planification des services d'eau et d'assainissement des villes et pays en développement sont cruciaux pour le développement urbain et économique. La Chaire AgroParisTech-SUEZ, propose une formation stratégique, pour partager et renforcer les compétences et connaissances de ces services.



MASTERE SPÉCIALISÉ OPT

Près de 200 managers venant de 48 pays, occupant les fonctions de chef de service jusqu'à directeur opérationnel

Plus de 50 intervenants et une trentaine de coaches par promotion

120 villes dotées de plans d'actions établis pour une durée de 5 à 10 ans, bénéficiant à plus de 40 millions d'habitants en tout

Conduire les services vers l'excellence

En 2008, la Fondation SUEZ s'associe à ParisTech, LE pôle de recherche et d'enseignement supérieur de Paris, et plus particulièrement AgroParisTech, pour créer la Chaire AgroParisTech-SUEZ. Un projet qui s'inscrit pleinement dans les Objectifs de Développement Durable et qui tire sa force d'une pédagogie innovante qui combine, à l'épreuve du terrain et du partage d'expériences, les apprentissages théoriques, le développement personnel et l'acquisition de compétences managériales et dont l'Agence Française de Développement (AFD) est également partenaire.

À l'issue du programme, les dirigeants des services urbains d'eau et d'assainissement des pays en développement ou en transition sont en mesure de :

- Faire un diagnostic de la situation de leurs services et élaborer leurs stratégies pour atteindre l'excellence technique, sociale et financière ;
- Conduire le changement dans leurs entreprises et leurs régions, avec des méthodes de management durables ;
- Définir et engager les dynamiques de réformes à l'échelle de leur service dans leur ville, dans leur région ou dans leur pays.

FORMATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET CADRES OPÉRATIONNELS EN FORMATION COURTE

70 DG et hauts cadres formés venant d'une trentaine de pays d'Afrique et d'Asie

Un cursus de treize mois et des formations courtes intensives

La Chaire AgroParisTech «SUEZ-Management des services» propose deux types de programmes. La formation longue, sur treize mois, l'International Executive Master OpT, qui accompagne tous les 2 ans, une quarantaine de cadres managers des pays en développement, déjà en poste, répartis en deux promotions, l'une francophone, l'autre anglophone, ce qui est assez rare en parallèle et en deux langues.

Le cursus comporte 6 mois de formation à Montpellier (Hérault), deux «retours au pays» de 3 mois dans la société d'origine et 3 semaines sur un site partenaire, en Asie ou sur le continent africain. L'objectif étant que, forts de leurs acquis, les auditeurs élaborent progressivement et en accord avec leur Direction, un plan d'actions stratégique visant l'amélioration de la qualité d'un service d'eau potable et/ou d'assainissement sur un périmètre cible, une ville ou une région comptant de 100 000 à plus de 1M d'habitants, pour anticiper l'évolution démographique et climatique.

Les auditeurs bénéficient de l'expertise de formateurs professionnels, confirmés à l'international, et d'un accompagnement individuel assuré par un coach, dont certains sont des collaborateurs de SUEZ. Parallèlement, la Chaire propose à des hauts cadres et des cadres opérationnels des séminaires courts et intensifs sur quelques jours ou des formations thématiques ciblées sur 2 à 3 semaines.



Des auditeurs venus d'horizons très divers

Cette diversité dans le recrutement est une force : « D'emblée nous bousculons leurs certitudes, nous les mettons en situation d'interrogation, et nous les invitons à se nourrir de tout ce que l'autre peut leur apporter, sans aucun esprit de compétition », souligne Jean-Antoine Faby, Directeur Exécutif de la Chaire AgroParisTech-SUEZ. « Chacun arrive avec des problématiques très complexes liées aux enjeux économiques, politiques, démographiques ou climatiques de son pays d'origine. Et chacun s'enrichit des vulnérabilités de l'autre et des réponses qu'il y apporte. Cette posture, fondée sur l'ouverture, le partage et l'humilité, est le premier pas vers le changement. »

Les auditeurs arrivent de pays où il y a des problèmes d'accès aux ressources en eau, d'accès au service public en termes de qualité et de quantité, et d'assainissement. Des contextes marqués aussi par une faiblesse d'infrastructures, une gouvernance des services à consolider, des difficultés de recouvrement des coûts, des employés dont la formation est à renforcer, etc. et souvent la pauvreté dans certains quartiers de leur ville... : ce sont des services où l'équilibre opérationnel et financier est très fragile. Les diriger est un défi quotidien qui requiert un sens aigu du service public, associé à des qualités de leader et une grande capacité d'anticipation stratégique et d'organisation.

Une immersion fructueuse à l'international

Les auditeurs passent deux à trois semaines au sein d'un service à Phnom Penh et Siem Reap, au Cambodge, pour les anglophones, à Casablanca pour les francophones, ce qui est déterminant dans leur progression car ils se «frottent» aux réalités du terrain et à la culture du management in vivo.

Répartis en groupes, ils explorent et analysent via des entretiens avec les responsables les différentes problématiques de l'entreprise : interactions avec les parties prenantes, ressources humaines, politique commerciale, problèmes d'exploitation et de l'eau non facturée, questions économiques et financières... C'est aussi l'occasion pour eux de comprendre pourquoi une stratégie doit être retravaillée tous les ans et comment elle doit être partagée pour être acceptée par les collaborateurs et les parties prenantes du secteur.

Urgence COVID 19

2 webinars sur la gestion de crise du Covid-19 ont été animés début avril 2020 par les experts de SUEZ en gestion de crise, pour les auditeurs et leurs hiérarchies. Ces sessions ont permis d'échanger sur la gestion de cette crise, de transférer certains savoir-faire et documents et de contribuer à la continuité des services dans les pays des auditeurs.

L'International Executive Master «Eau pour Tous» nous offre une occasion unique de communiquer et de partager des expériences différentes entre managers de différents pays du monde. Grâce au travail entre professionnels, je réalise que le service d'eau n'est pas seulement lié à la technologie de pointe mais il est également associé à des cultures métiers variées. Ce programme offre un éventail très varié de points de vue et d'outils brisant nos «mentalités traditionnelles». Ceci nous conduit à transformer nos modèles de pensée et à innover. Se créer un réseau à travers le monde entier est un atout exceptionnel pour notre carrière.



CHENG ZHONG

Chef de projets au département de gestion du Patrimoine de la Chongqing Water Asset Management Company - Chine
Auditeur promotion anglophone 2019-2020



Myriam BINCAILLE, Déléguée générale, Muriel LEROY, Responsable de Projets et de la Communication, Béatrice ROZIÉ-PERIER, Responsable Projets - Administration, tiennent à remercier particulièrement tous les membres de la Communauté de la Fondation qui apportent leur aide, sous forme de bénévolat ou mécénat de compétences, participant ainsi à cette aventure professionnelle et humaine formidable !

H. Abdallah, L. Abel, I-A. Abshir, S. Ajamian, A. Albaret, E. Alcover, P. Andrau, S. Andreu, V. Antigny, J. Arnal, S. Arenal, P. Aubert, B. Auclair, J-M. Arousseau, A-L. Avril, L. Aureli, J. Bachelet, P. Bachelery, M. Badie, A. Bajot, A. Baradji, C. Baraille, J. Barbaza, L. Baret, M. Baret, A. Baron, E. Baron, M. Barre-Bertin, H. Barthalan, I. Bartyna, L. Bastidas, J-M. Battarel, I. Baudin, I. Bausin, J. Barbaza, J-P. Becue, J. Beilborn-Combe, R. Belaidouni, F. Belarbi, N. Bendaoui, C. Berche, C. Bergez, D. Bernard, F. Berthe, M. Berthelot, J-L. Besset, D. Bintou, S. Birard, P. Bizot, C. Blanc-Montmayeur, P. Blayac, C. Bloquet, S. Bocquel, L. Bo, N. Bokhoff, B. Bon, R. Bonnard, B. Bonello, H. Bonnel, M. Bonhomme, Y. Bonhomme, C. Borratho, L. Bories, A. Botbol, B. Boula, G. Boulanger, N. Bourahli, C. Bourgougnon, R. Boutin, I. Bras, M-L. Bret, S. Briand, C. Buard, C. Brun, M. Brun, J. Bui, L. Bury, A. Carbonel, V. Caffo-Napoly, R. Casalis, N. Cavallini, I. Calancea, C. Canuet, A. Cassin L. Cellerier, C. Chabot, S. Chadli, L. Chambrier, S. Charles, D. Charlot, C. Chaumin, C. Chevauché, L. Cellerier, C. Chevron, J. Chio, F. Clauzure, B. Colombo, F. Connil, A. Constantini, D. Conteau, S. Cornu, F. Costes, L. Couffignal, L-H. Courpron, S. Courtois, T-A. Cousin, E. Croguennec, G. Cros, I. Dagallier, N. Dargère, G. Darras, S. de La Grand Rive, S. de Almeida, H. d'Antin, C. de Champs, M-C. de Chezelles, M. Debais, P. Decourtray, R. Delacombe, B. Deleplancque, L. Delorme, J. de Montal, I. Delahaye, V. Delsart, F. Devred, M. Diouf, Z. Doquang, E. Dos Santos, E. Drouard, M. du Rostu, D. Deboeuf, S. Dubreil, J-P. Ducharne, J. Duchesne,

A. Duchossoir, S. Durand, N. Elamarti, H. Espolet, A. Echeverria-Cabodevilla, N. Elamarti, M. Eyen, Y. Fagherazzi, A. Faivre d'Arcier, E. Fartaria, C. Fauconnier, E. Faure, G. Fay, M-J. Fernandez Mendy, M. Ferjoux, T. Fernandes, L. Ferreira, A. Filali-Meknassi, V. Filhol, S. Florin, P. Folliaison, B. Fournier, V. Fremin, P. Gaillard, F. Galasso, L. Gasmi, D. Gaujous, A. Gauthier, F. Gautron, S. Ghanem, T. Gillet, M. Girault, P. Gislette, A. Glady, C. Glass, L. Gobille, M. Gomes Sanches, E. Gonzalez-de Gaspard, C. Gonter, M. Gout, O. Grandgirard, E. Granboulan, J. Gribensky, A-L. Grout, F. Guenerin, L-G. Guerra, J. Guerra Cabrera, F. Guillod, L. Guiraud, B. Guy, M. Haddad, F. Haddouche, Y. Hammami, R. Henning, I. Herrier-Nauflle, M. Hurtrez, A. Hereros Martinez, E. Hurvet, L. lungmann, F. Jacq, M. Jasson, V. Jean, P. Jouy, M-X. Joubert, M. Kacimi, Y. Kankarti, Y. Khodjerane, A. Kyriacos, E. de La Gueronniere, J. Labre, J. Languedoc, F. Lapuyade, C. Lassort, P. Laurent, M. Laux-Chalancon, H. Lavisse, M. Le Puil, A. Le Moan, J. Leclerc, A. Lecuona, F. Lefevre, M. Le Puil, L. Lesage, J. Letoquart, N. Levy, L. Ligier, X. Litrico, S. Lombard, R. Lopez, S. Lopez, J-M. Lotthe, H. Madiec, T. Maldonado, D. Malnou, A. Mancel, P. Mappa, M. Monnier, A-I. Masfaraud, T. Malezieux, S. Maquine de Souza, A. Marcel, B. Marilhet, J-J. Marsaly, J-L. Martel, F. Martin, L. Martin, M. Martin, S. Martin, A. Mattecat, J-P. Maugendre, S. Maurel, A. Mavoungou, S. Mazan, N. Medger, S. Mediouni, B. Melliez, A. Merceron, Q. Mercier, F. Mestre, V. Meurillon, M. Miegemolle, L. Michellier, S. Mohapatra, P. Monnier, D. Monsef-Abboud, S. Morin,

K. Mouhaddab, N. Moumen, D. Moulin, E. Mouriaux-Cardona, J-C. Mussard, S. Nait-Kaci, B. Negrier, Y. Nezet, J-F. Neuville, B. Nhaili, K. Odeh, D. Ogeron, T. Ohayon, M-B. Overstake, C. Orjebin-Yousfaoui, E. Oppeneau, H. Parent, N. Parinaud-Gouedard, J-B. Parnaudeau, L-C. Passerin, S. Payenneville, L. Peinado, A. Peltreau, Y. Penru, M. Perez-Nicolas, F. Petitpain-Perrin, P. Pierronne, H-N Pham, E. Piolat, J-M. Piriou, O. Pison, S. Planchon, D. Plantier, E. Plard, T. Pouedras, G. Poinet, P-Y. Pouliquen, C. Pradels, F. Pradelle-Stahl, C. Prompsy, S. Prouin, R. Pruckner-Bouchet, A. Rambaud, J-B. Rannou, V. Régnier, J-F. Renard, T. Redon, C. Richard, H. Rigolot, J-P. Rizza, B. Rodallec, V. Robin, A. Rochard, M. Rodriguez, R. Rotensztajn, S. Rous, C. Rousseau, A. Rovera, M. Russeil, V. Rutland, A. Roze, A. Rymzanova, M. Saada, R. Saissi, A. Sall, A. Samek, M. Samuel, R. Sarkissian, T. Sauvaget, C. Savey, J. Sayegh, A. Scheel, M. Schoonheere, Y. Schwinn, L. Selmane, E. Senante, J-L. Seropian, M. Serrurier, J. Schweiger, P. Sidibe, M. Simon, D. Sinapah, H. Sirena, A. Sithavaja, R. Sobral, S. Spaes, G. Stahl, A. Stasiak, A. Strachinaru, E. Stumm, A. Talib, E. Taupin, A. Trabelsi, B. Triboulet, A. Strohmodeau, E. Stum, A. Suarez, F. Taillard, E. Taupin, C. Tavelet, Y. Thery, R. Torres, J-J. Tort, A. Trabelsi, D. Valentin, F. Van Rijckevorsel, E. Vandevoorde, E. Vaucois, A. Toupet, A. Tricaud, T. Veith, L-N. Veres, A. Vessiere, D. Vienne, B. Vincent, D. Vignalou, R-I. Virgilio-Venancio, M-C. Vivant, P. Vizier, N. Wigishoff, R. Witcowicz, M. Wu, B. Zak, S. Zariatti, E. Zuliani.





Directeur de publication: Myriam Bincaille - Responsable éditorial: Muriel Leroy - Traduction anglaise: Rebecca Smith - Réalisation: Anne Cormier/Dimitri Dubreucq www.epeus.fr - Mai 2020



Crédits photos: Couverture/Getty-images - © SUEZ, S. de Bourgies, De Poorter, M. Bertrand, A. de Caetoulal, D. Félix, T. Bêhuret, M. Monsay, L. Lung, N. Seroux, Simphon, P. Tournet, J. Luth, A. Déléme-Adobe/Kris75-ACDV; ACTED; Action Contre la Faim; Adie; Afghanistan Libre; Agri pour l'école; Aide et Action - Aquassissane; AROZAAAR/Jardin de Cocagne; Article 1; Association Kyiarou France/Agence des Micro-Projets; Aux capitis la Libertat; Bal pour tous/Ferme du Rail; Banlieues Sans frontière en Action; Chaire; Cité de la Musique-Philharmonie de Paris; Croix-Rouge Française; Croix-Rouge Insertion - Capafic; Culture Prioritaire; Eau et Vie; Eau Vive; Emmaüs défi; Espérance banlieues; Experts Solidaires; Fermes d'avenir; Fndi/Ge/Professionnels du développement solidaire; Fondation Apprentis d'Auvelil; Fondation Simphon/Fondation Agri contre l'Exclusion; GK SAMAR; Grand Dignement; GRE/Gevalor; Habitat et Humanisme Rhône; HAMAP-Humanaire; IKAMBERE; Institut de l'engagement; Inter Aide; J2C; La Bergénie de Berdine; La Source La Cravale Solidaire; La Source Le Guérulde; Le Bal; Les Puits du Désert; Les restaurants du cœur; MedAir; Morija; Musée du quai Branly-Jacques Chirac; Ordre de Malte France; PLACE network; Positive Planet International; Prix; Promofemmes; Secours catholique; SEVE; Solidarité Eau Sud; TAE (groupe ATD Quant Montel); Territoires zéro chômeur de longue durée; Théâtre national de l'Opéra Comique; Trajet; UNHCR; Unis-Cité; Couverture; Fondation les apprentis d'Auvelil/JP Pouteau.



Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC)™, par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Imprim Vert. Impression: E3 Expansion



Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France
fondation-suez@suez.com

www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-groupe-engage
www.fondation-suez-realizations.fr - www.prix-initiatives.com